

Jérôme Van Ruychevelt Ebstein

Pourquoi les narratifs de gauche ne touchent plus les classes populaires ?

Le cas de la Belgique francophone



Comprendre les échecs et reconstruire
des récits qui gagnent la bataille culturelle

Pourquoi la gauche ne parvient-elle plus à parler à une partie des classes populaires ? Pourquoi ses discours, autrefois mobilisateurs, sont parfois rejetés par une partie de celles et ceux qu'elle prétend défendre ?

Face à la montée des populismes identitaires, les analyses se sont souvent concentrées sur les stratégies gagnantes de ces courants antidémocratiques et sur les raisons qui poussent les classes populaires à voter pour eux. Ce court essai propose un changement de perspective : et si la gauche avait elle-même perdu sa capacité à parler au cœur des gens ?

L'auteur explore les failles narratives de la gauche, en faisant le lien entre psychologie sociale et analyses sociologiques matérialistes. Son terrain d'analyse est la Belgique francophone et s'appuie sur les discours diffusés lors de l'année électorale 2024. Le texte ouvre aussi des pistes concrètes pour reconstruire une parole politique qui rassemble, qui touche et qui gagne durablement.



Jérôme Van Ruychevelt Ebstein

est militant et communicant politique, investi dans les mouvements sociaux en Belgique. Formé en sciences politiques, marketing et storytelling politique, il puise aussi dans son expérience d'activiste et dans l'éducation permanente pour tenter de transformer les narratifs progressistes.

AVANT- PROPOS

Depuis plusieurs années, je travaille dans le domaine de la communication politique, en m'engageant dans les mouvements sociaux, qu'ils soient autonomes ou institutionnels. Mon parcours d'activiste et d'animateur en éducation permanente influence la manière dont j'envisage aujourd'hui mon travail de communicant. Plus récemment, j'ai passé une année électorale en tant que conseiller en communication politique pour la mutualité Solidaris. Ce passage par Solidaris m'a offert un terrain d'observation privilégié, où coexistent deux dynamiques essentielles pour comprendre les enjeux de la gauche : d'un côté, la confrontation politique et médiatique avec les partis de droite, et de l'autre, un contact quotidien avec un public populaire très large à travers toute la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Cette expérience, combinée à mes engagements passés m'a permis de développer une série d'analyses sur les difficultés auxquelles la gauche est confrontée aujourd'hui. L'une des conclusions majeures que j'en tire est que l'échec des narratifs progressistes traduit une déconnexion croissante entre les organisations de gauche et les classes populaires qu'elles veulent représenter.

Dans cet article, je partage les réflexions issues de ce travail, en m'efforçant d'expliquer ce que j'ai compris et d'esquisser des pistes pour l'avenir. Il ne s'agit pas de donner des leçons aux organisations progressistes, ni de porter un jugement moral sur les pratiques, mais d'alimenter une discussion collective sur les stratégies narratives que les mouvements sociaux belges pourraient adopter pour regagner la bataille culturelle et renouer avec des publics essentiels.

Quand je parle en « nous » dans cet article, je fais référence aux militant-es d'organisations ou de collectifs qui se revendiquent de la gauche sur l'échiquier politique. Ce « nous » inclut ceux qui s'inscrivent dans l'histoire des mouvements sociaux progressistes, qui perçoivent la montée des populismes identitaires comme un basculement vers un nouveau monde, et qui cherchent de nouvelles stratégies, face aux impasses actuelles, pour faire gagner le camp progressiste.

Ce texte s'adresse principalement aux organisations, collectifs, associations culturelles et artistiques de la société civile, mais il contient également des éléments qui, je l'espère, trouveront un écho auprès des partis politiques de gauche.

PARTIE I : La droite a gagné les classes populaires	6
Le contexte politique	7
« Classes populaires » : de qui parle-t-on ?	9
PARTIE II : La déconnexion du terrain	11
L'implantation dans les classes populaires	12
La disparition progressive du maillage social ouvrier	12
La pensée individualiste est devenue la pensée intuitive	13
La création d'une élite culturelle de gauche désanctifiée	15
PARTIE III : L'impact de cette déconnexion sur nos récits	17
Le manque d'affect	18
Les deux langues	18
La langue froide, c'est celle des dominant-es	18
Le piège de vouloir « parler juste »	19
Les <i>frames</i> et les cadres moraux	19
Les cadres moraux qui ont gagné	21
Les cadres moraux qui ont perdu	22
Le manque d'écoute	23
Le manque de « personnalités ponts »	24
Le manque de récit	24
Les émotions primitives	24
Nous ne générons pas de pouvoir d'agir	25
Le manque d'un récit cohérent	27
C'est qui les méchant-es ?	29
La vulgarisation des causalités systémiques	30
Une compréhension vécue plutôt qu'une analyse abstraite	31
Une traduction simplifiée des enjeux systémiques	31
L'émotion et l'expérience avant l'analyse rationnelle	31
PARTIE IV : Se réancrer pour mieux raconter	32
Le terrain, le seul avantage comparatif de la gauche	33
La bataille pour les <i>frames</i>	34
Pour un « circuit court émotionnel »	35
Créer des expériences sur le terrain : oui mais comment ?	37
Mobilisations locales	38
Repenser les espaces de socialisation	38
Être présent en période de crise	40
Innover dans la démocratie locale	40
Former les bases sociales	41
De nouveaux visages	41
Décentralisation pour un mouvement massif	41
Pour une union des récits de gauche	42
Une même vision morale du monde	43
Exemples de dénominateurs communs récits	44
Le mot pour la fin	48

PARTIE I

La droite a gagné les classes populaires



Le contexte politique

La victoire du MR en 2024 lors des deux phases électorales s'est bâtie sur un transfert de voix de l'électorat socialiste vers le parti libéral et sur la conquête des voix des indécis-es¹, ceux qui précédemment votaient blanc ou s'abstenaient. Il s'agit principalement d'un électorat : populaire, travailleur-euse, à bas et moyen salaire, habitant plutôt dans les zones périurbaines historiquement à gauche. Ce transfert de voix a largement compensé une perte importante de l'électorat du MR vers Les Engagés². Le croissant ex-industriel, historiquement syndicaliste et socialiste, est passé au bleu. Le MR est monté dans toutes les grandes villes, mais ses victoires viennent surtout des petites villes et des zones périurbaines³. Les cantons comme Mouscron, Péruwelz, Beloeil, Ath, Soignies, Pont-à-Celles, Andenne, Gembloux, Waremme, Fléron, Bassenge et Verviers ont viré à droite.

« Le MR n'est plus uniquement le parti d'une classe sociale privilégiée. La stratégie populiste a fonctionné auprès d'un électorat populaire désillusionné par les partis classiques. »

Le MR n'est plus uniquement le parti d'une classe sociale privilégiée. La stratégie populiste a fonctionné auprès d'un électorat populaire désillusionné par les partis classiques. Selon le sociologue Benoît Scheuer⁴, cela traduit une « mutation sociétale profonde »⁵ : la défiance généralisée envers les institutions a fragmenté la société, laissant les individus isolés dans leurs difficultés. Cet

éclatement du collectif favorise un rapport au monde individualiste, où la stigmatisation des chômeur-euses et des migrant-es, le rejet du politique et la préférence pour un-e leader-euse fort-e se seraient ancrés dans une partie des classes populaires, selon le chercheur.⁶

La droite néolibérale a imposé son discours sur les questions socio-économiques et écologiques. Le dernier baromètre « santé - travail » de Solidaritis révèle que 39% des sondé-es francophones pensent que les personnes à la mutuelle ou au chômage « profitent du système ». 64% des personnes qui adhèrent à cette idée sont des personnes ayant le statut d'ouvrier-ère⁷.

¹ Par indécis-e, on nomme les électeur-ices qui avaient oublié leur précédent vote, des personnes qui n'ont pas ou plus de fidélité à un parti.

² Noppe, Alexandre. D'Ecolo et du PS vers Les Engagés, de la N-VA vers le Vlaams Belang : une étude dévoile les transferts de voix aux élections. Le Soir, septembre 2024.

³ Les électeur-ices sont plus progressistes dans les grandes villes, même si le MR y a globalement progressé également. Par ailleurs, le MR aurait percé de manière limitée auprès des populations d'origines arabo-musulmanes présentes dans les grandes villes à cause de sa position vis-à-vis de Gaza et sur le fouldard. Néanmoins, ça ne veut

pas dire pour autant que la gauche gagne le cœur de ces populations.

⁴ Fondateur et chercheur émérite de l'institut de recherche en sociologie Survey & Action qui réalise des études à la demande de la Fondation Ceci n'est pas une crise.

⁵ Concept élaboré tout au long de ses publications par le sociologue français Alain Touraine.

⁶ Le sociologue identifie deux aspirations opposées qui vivent au sein de la population, souvent de manière invisible : les sociétés ouvertes et la retribalisation, portée par les leaders populistes identitaires. Cette dernière repose, selon la démarche

du sociologue, sur cinq dimensions : un leader fort, une rhétorique brutale, une nostalgie d'un ordre immuable, la désignation de boucs émissaires et le rejet de la diversité. En 2024, 56,6 % des Belges aspirent à ce modèle fermé, contre 19,3 % en faveur des sociétés ouvertes, tandis que 24,1 % oscillent entre les deux. Résultats issus d'un index synthétique basé sur plusieurs indicateurs. A voir dans : Scheuer, Benoît. « Noir, Jaune, Blues : agence des risques de retribalisation du monde », vague 5. Fondation Ceci n'est pas une crise, 2024.

⁷ Institut Solidaritis, Baromètre santé travail 2024 à retrouver sur : [Institut Solidaritis](#).

Sur les enjeux sociétaux, comme la migration⁸, le genre ou les droits des minorités⁹, ce sont les messages de l'extrême droite qui semblent désormais dominer, dans le sud du pays aussi.

L'élite culturelle progressiste s'est longtemps rassurée en rappelant que ni la Wallonie, ni Bruxelles n'ont de partis d'extrême droite francophone structurés, notamment grâce au cordon sanitaire et à un maillage associatif fort. Pourtant, la révolution conservatrice mondiale qui traverse l'Occident, appuyée par certaines élites, semble vivre également chez nous. Tant que ça ne se traduisait pas en résultats électoraux, on pouvait nier le phénomène. Après la victoire du MR à la sauce Bouchez¹⁰, ça devient difficile de faire comme si ça n'existait pas. Le jour où le Président du MR décline, un boulevard s'ouvre pour un parti d'extrême droite solide sur notre territoire.

Pourquoi les organisations de gauche, autrefois porteuses des espoirs des classes populaires, ne parviennent-elles plus à séduire ?

Les victoires politiques et culturelles de la droite populiste et de l'extrême droite ont déjà fait l'objet de nombreuses analyses,

souvent centrées sur leurs stratégies ou sur les dynamiques sociologiques qui expliquent l'adhésion des classes populaires à leurs discours. Je les prendrai en compte dans ce texte. Mais je vous propose surtout un changement de perspective : plutôt que d'examiner pourquoi ces électeur·ices votent pour eux, interrogeons-nous sur les failles de la gauche qui les ont poussé·es à lui tourner le dos.

Dans cet article, je vais explorer un angle en particulier qui fait défaut : le lien entre la perte progressive de l'ancrage local des organisations progressistes et l'échec des narratifs de gauche.

Mon hypothèse est que les organisations de gauche se sont progressivement déconnectées, sur le terrain, d'une partie des classes populaires et ont en conséquence perdu la capacité de parler au cœur de celles-ci.

Je vais commencer par clarifier ce que j'entends par « classe populaire » (partie I) et puis par « déconnexion » (partie II), avant d'analyser l'impact de cette déconnexion sur la manière dont nous formulons nos narratifs (partie III). Enfin, je proposerai des pistes pour surmonter ces obstacles et regagner du terrain dans la bataille culturelle (partie IV).

⁸ « 39% des Belges francophones souhaitent réduire le droit d'asile », selon le Baromètre 2021 de la solidarité internationale, IPSOS - CNCD 11.11.11 : [Vaccins, migrations, impôts, climat, aide : ce que pensent les Belges](#). D'après une étude de Randstad Research, les femmes, les jeunes et les personnes hautement éduquées, tendent à avoir une perception moins négative de la

migration que la moyenne des Belges : [Les citoyens de Belgique portent un regard plutôt négatif sur la migration, sauf si elle est motivée par le travail | Randstad](#)

⁹ Rappelons que Pierre-Yves Jeholet (MR) a explosé les scores en voix de préférence après sa sortie raciste sur le voile face à Nabil Boukili (PTB).

¹⁰ À la différence de la France (RN), ou de l'Allemagne (AFD), en Belgique, c'est la droite néolibérale qui absorbe l'extrême droite potentielle par une recomposition de son programme et de ses méthodes.

«Classes populaires» : de qui parle-t-on ?

Pour aller au-delà des caractéristiques socio-économiques classiques, cet article mobilise le concept de « décrochant-es », développé par le sociologue Benoît Scheuer, pour définir les classes populaires susceptibles de voter pour une droite populiste ou pour l'extrême droite. Ce terme désigne des groupes sociaux qui se sentent déconnectés des institutions et des récits politiques classiques. Les classes populaires dont nous allons parler ne forment pas un bloc homogène. Ce terme regroupe des individus et des groupes aux expériences diverses.

Les « décrochant-es » regroupent des allocataires sociaux, des ouvrières, des fonctionnaires, des agriculteurs, des indépendants, des employés jusqu'au cinquième décile, habitant dans les grandes villes wallonnes, mais aussi et surtout dans les zones périurbaines ou rurales. Ces populations partagent souvent un niveau de diplôme faible ou un capital culturel moyen, restreignant leur accès à la mobilité sociale. Nous ne parlons pas uniquement de populations très fragilisées, vivant en dessous du seuil de pauvreté. Dans ce contexte, la précarité ne se résume pas à un manque de ressources immédiates : elle traduit un sentiment de dépendance à des facteurs extérieurs ou à des personnes plus puissantes, avec une perte de contrôle sur sa propre vie. Certaines de ces personnes peuvent posséder un capital matériel, comme une propriété, mais restent vulnérables face

aux aléas de la vie. Il y a de manière générale une peur ou un sentiment de dégradation économique.

Ces groupes se sentent fréquemment abandonnés par les institutions publiques et les organisations progressistes, méfiants vis-à-vis des médias et peu perméables aux récits politiques classiques. Ce sentiment s'aggrave avec l'érosion des lieux de sociabilité collective. La montée des discours populistes répond mieux à leurs frustrations immédiates.

« Ces groupes se sentent fréquemment abandonnés par les institutions publiques et les organisations progressistes, méfiants vis-à-vis des médias et peu perméables aux récits politiques classiques. »

Les classes populaires urbaines issues de l'immigration partagent avec les classes populaires blanches certaines caractéristiques de précarité et de sentiment d'abandon. Cependant, elles ne sont pas immédiatement susceptibles de voter pour la droite

populiste ou l'extrême droite, en raison de leur expérience directe du racisme et de la ségrégation spatiale. En Belgique, ces populations ont d'ailleurs voté à gauche ou ne votent pas. Certaines thématiques les lient à des collectifs progressistes (lutte contre les violences policières ou contre l'islamophobie, soutien à la Palestine). Cela dit, il serait très naïf de croire que le lien est solide. Un certain nombre de cadres moraux de droite percolent aussi auprès de ces publics, que ce soit sur le socio-économique, la migration, la gouvernance autoritaire, la rhétorique brutale ou sur certaines sphères culturelles. Cette faiblesse est parfois exploitée par nos adversaires, qui, dans certaines circonstances, parviennent à construire des ponts

inquiétants. La mobilisation anti-EVRAS¹¹ en est un exemple frappant et devrait nous alerter sur l'espace possible pour des phénomènes politiques problématiques nouveaux¹². C'est pourquoi les principes d'ancrage local et de reconnexion que je décris dans cet article s'appliquent également aux classes populaires urbaines issues de l'immigration.

Certain-es militant-es progressistes viennent de ces milieux et cherchent à mobiliser leurs semblables (permanent-es syndicaux-ales, par exemple). Certaines franges des classes populaires s'organisent sans avoir nécessairement connecté avec des organisations progressistes classiques (Gilets jaunes). La suite de l'article ne doit pas nécessairement être lu à travers un clivage binaire entre des militant-es d'un côté et des individus qui attendraient d'être mobilisés de l'autre. Ce qui m'intéresse, c'est de comprendre et dépasser les déconnexions structurelles qui existent aujourd'hui entre certains segments des classes populaires et les organisations progressistes.

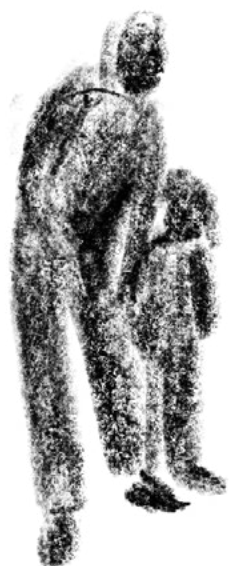


11 En septembre 2023, la mobilisation contre les cours d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) rassemble à la fois des groupuscules d'extrême droite et des familles de confession musulmane. La mobilisation est marquée aussi par des discours complotistes, anti LGBTQIA+, antiféministes mais aussi par l'incendie de plusieurs écoles. Lire le décryptage par la rédaction de la RTBF : [Complotistes, extrême droite et adeptes de théories pédo-criminelles : voici le réseau des désinformateurs sur l'Evras en Belgique - RTBF Actus](#)

12 On a tendance à oublier le mouvement néofasciste « Égalité et Réconciliation » d'Alain Soral qui avait réussi à mobiliser massivement, pour l'extrême droite française, des jeunes hommes racisés des quartiers populaires, en connectant avec eux à partir de théories masculinistes, antisémites et complotistes. C'était le pari de Laurent Louis quand il a lancé « Debout les Belges », soutenu par Dieudonné. Sur un tout autre registre, et sans aucune mesure en terme de dangerosité, il est possible que le succès de la « Liste Fouad Ahidar » à Bruxelles puisse être lu à travers le clivage « anti-establishment » et non à travers le clivage gauche-droite classique.

PARTIE II

La déconnexion du terrain



L'implantation dans les classes populaires

Après la Seconde Guerre mondiale, il y avait un fort esprit de reconstruction et de solidarité, avec une importance accrue accordée aux droits sociaux, au bien-être collectif et à la protection sociale.

Cet esprit collectif a pu s'appuyer sur un réseau dense d'institutions et de pratiques, façonné par les organisations ouvrières, en développement partout en Belgique depuis le 19^e siècle.

Maison du peuple, coopératives ouvrières, mutualités, syndicats, universités populaires, écoles de formation politique, maisons médicales, planning familial... Mais aussi des lieux de cultures et de socialisation organisés également en réseau par les organisations de travailleur-euses : chorales ouvrières, troupes de théâtre amateur, clubs sportifs, colonies de vacances, maisons de jeunes, mouvements de jeunesse, journaux, bars, cantines... Dans le prolongement, des militant-es de gauche étaient impliqué-es dans les fêtes de village, les événements communautaires, les réseaux d'entraide, les équipes sportives...

L'existence d'un tel tissu social permettait un processus permanent de conscientisation à des valeurs progressistes. Les leader-euses syndicaux-ales parlaient de solidarité mais les travailleur-euses la vivaient concrètement aussi.

En effet, la conscience politique ne se forge pas uniquement dans le débat ou l'information rationnelle, mais dans l'expérience partagée du collectif. Ce n'est pas nécessairement que les gens parlaient plus

politique à la buvette ou qu'ils étaient mieux documenté-es, mais plutôt que l'état d'esprit collectif vécu dans ces espaces (et bien d'autres) façonnait un rapport au monde. En partageant des moments de convivialité, d'entraide et de sociabilité, on intègre inconsciemment des valeurs qui structurent notre manière d'interpréter la société.

Mais plus encore, ces échanges permettaient de relier son propre vécu à celui des autres. En discutant avec un-e collègue, un-e voisin-e ou un-e ami-e, on réalise que les mêmes injustices, les mêmes décisions arbitraires, les mêmes formes d'exploitation se répètent partout. Ce n'est plus juste « mon patron qui abuse », mais un mécanisme qui touche tout le monde. De manière intuitive, une compréhension systémique se construit. Ce n'est pas un raisonnement abstrait sur l'importance de la solidarité, c'est une compréhension vécue, forgée dans l'échange et la confrontation des expériences, qui oriente naturellement nos choix vers des solutions collectives.

Ce maillage social nourrissait les combats des organisations qui devaient traduire politiquement les problématiques des gens (syndicat, mutualité, Parti Ouvrier Belge...). Il a nourri la crédibilité et la légitimité des revendications et des narratifs construits à partir des vécus, des mots et des valeurs des bases populaires.

La disparition progressive du maillage social ouvrier

Ce maillage social puissant s'est estompé progressivement à partir du dernier quart du 20^e siècle. Et ce pour énormément de facteurs, endogènes, exogènes, subis ou volontaires¹³ : désindustrialisation et ainsi disparition progressive de l'ancrage syndical dans le

¹³ La répartition des responsabilités n'est pas le focus de cet article.

quotidien des travailleur-euses ; éclatement des formes de travail et hétérogénéité fortes des classes travailleuses ; vagues migratoires ; création d'une immense classe moyenne très hétérogène ; institutionnalisation des organisations issues de l'histoire ouvrière ; attaques de la droite envers les corps intermédiaires (syndicat et mutualité) pour les cantonner de plus en plus à un rôle administratif ; disparition de certains lieux de socialisation populaire due aux mutations économiques (café, épiceries de quartiers, cantines, maison des fêtes,...) ; désaveu à l'égard des partis politiques qui étaient censés défendre les travailleur-euses, suite à de trop nombreux compromis, compromissions et corruptions.

Il ne s'agit pas ici de romancer une période révolue. La société était largement plus conservatrice qu'aujourd'hui à de nombreux autres égards. Il s'agit surtout d'observer l'évolution de la valorisation du collectif, dans le temps.

La pensée individualiste est devenue la pensée intuitive

Du côté de nos adversaires, dès la fin de la deuxième guerre, l'offensive culturelle pour promouvoir les valeurs du capitalisme n'a jamais cessé (compétition, dépassement de soi, méritocratie, réussite financière, consommation, accumulation matérielle, responsabilité individuelle...). Dans les années 80, le néolibéralisme est arrivé à imposer ses messages pour démonter les victoires acquises tout au long du 20^e siècle (sécurité sociale, droit du travail, service publics).

De manière générale, la politique économique capitaliste a évidemment influencé la sphère culturelle. On ne peut pas mener une politique économique basée sur la liberté absolue des investissements et de l'accumulation à travers la propriété privée, sans que cela ait un impact conséquent sur la montée de l'individualisme¹⁴.

Plus le tissu ouvrieriste disparaissait, plus la vision individualiste du monde pouvait s'imposer. C'est un cercle vicieux puisque plus les citoyen-nes se retrouvent isolé-es dans leurs difficultés, plus on observe une fragmentation sociale, une compétition pour les ressources entre individus proches socio-économiquement, et une montée de l'individualisme.

En parallèle, la classe moyenne est devenue majoritaire, très hétérogène et fragmentée. L'ancrage de terrain des organisations progressistes ne s'est jamais vraiment adapté à ce changement. Il n'y a jamais eu de processus de politisation de la classe moyenne comme il y a eu un processus de politisation des classes ouvrières.

Plus tard, l'arrivée des smartphones et des réseaux sociaux a renforcé davantage un rapport au monde plus individualiste ; les algorithmes enferment les individus dans des bulles de confirmation, réduisant l'exposition aux points de vue divergents ; la satisfaction instantanée des besoins diminue la patience et la tolérance à la frustration ; la comparaison constante aux vies idéalisées

« Dès la fin de la deuxième guerre, l'offensive culturelle pour promouvoir les valeurs du capitalisme n'a jamais cessé. »

¹⁴ Marx parle du rapport entre l'infrastructure économique (rapport de production) et la superstructure (l'idéologie, la culture, etc.).

affichées en ligne confronte constamment l'image de soi ; la quête de validation sociale à travers les réseaux sociaux stimule des comportements narcissiques ; la possibilité de tout commander et vivre depuis son domicile diminue les interactions sociales dans le monde réel, etc.

Aujourd'hui, les valeurs individualistes structurent le sens commun de la majorité des gens, quelle que soit la classe sociale¹⁵. Notre existence est conditionnée en tant que cliente ou consommatrice à satisfaire. Les individus cherchent à se sécuriser au maximum en ayant intégré qu'on ne peut compter que sur soi-même.

La lutte des classes continue de structurer les rapports de pouvoir dans la société, mais la plupart des individus, quelle que soit la classe sociale, en ont perdu la conscience. De même, les acquis sociaux sont perçus comme des droits octroyés par l'État, sans lien avec les batailles politiques qui les ont permis et qui ont été oubliées.

Notons que les acteurs de droite ont participé à affaiblir le tissu social historiquement ouvrieriste. Encore aujourd'hui, un des objectifs stratégiques majeurs de la droite populiste est de déconnecter le plus possible la gauche des classes populaires, pour imposer à

ces personnes-là leur narratif, via les médias et le digital¹⁶. Les corps intermédiaires et les associations subsidiées qui formulent une critique politique ou participent à la politisation de la société vont continuer à être affaiblis.

En 1840, Marx pointait déjà le fait que l'individualisme et la méritocratie détournent l'ouvrier-ère de la prise de conscience qu'il appartient à une classe sociale. La lutte est le moyen qui permet de construire la conscience d'un socle commun, à partir des conditions matérielles d'existence des ouvrier-ères, pour faire naître une conscience de classe. Le problème, c'est qu'aujourd'hui l'émergence de cette conscience de classe est plus compliquée : les modes de vie, les conditions matérielles, les aspirations individuelles sont extrêmement hétérogènes et les gens n'ont quasi plus de lieux pour se rencontrer.

Cet ensemble d'ingrédients mis bout à bout, combiné à des sentiments d'insécurité divers, défavorise des récits promouvant le collectif et la solidarité. À l'inverse, le terreau favorise des courants politiques de droite et de droite populiste qui vont réussir, avec des méthodes bien à eux, à reformuler les colères et les frustrations.

15 Il s'agit d'un curseur évidemment. Chaque personne n'est pas soit individualiste, soit collectiviste. Il est possible d'objectiver l'évolution des valeurs dominante au sein de la société. Certaines études, comme l'European Values Study, montrent effectivement une montée de l'individualisation en Europe, avec une recherche accrue d'autonomie personnelle et une valorisation de l'accomplissement individuel. Exemple : Brechon Pierre, l'évolution des valeurs en Europe, Futuribles, 2023 : L'évolution des valeurs en Europe | Cairn.info

16 Ce qui ne les empêche pas de faire du travail de terrain également, mais disons que les nouvelles formes de droite populistes misent énormément sur le digital et l'isolement des individus les uns des autres à la réception des messages.

La création d'une élite culturelle de gauche désancrée

Parler d'une « élite de gauche déconnectée » peut sembler valider le langage des leader-euses populistes. Cependant, je ne pense pas que la gauche soit déconnectée au sens où elleux l'entendent. Par ailleurs, cela ne signifie pas que nos adversaires politiques seraient davantage connectés aux classes populaires. Bien au contraire. Elleux, en revanche, peuvent continuer à gagner de l'adhésion malgré leur distance, ce que j'expliquerai plus loin dans l'article.

Reprenons.

Une autre grande conséquence de la disparition de notre présence sur le terrain, c'est la création d'une classe à part entière : une élite politique et culturelle progressiste¹⁷ globalement déconnectée des classes populaires. Le problème n'est pas d'avoir une micro frange de la population particulièrement militante et documentée sur certaines questions. Au contraire, l'histoire a montré que tous les mouvements sociaux en avaient besoin.

¹⁷ Je ne fais pas de différence ici entre la gauche dite « autonome » et celle dite « institutionnelle » (partis et organisations détenant des employé·es et des moyens financiers). Non seulement parce que la frontière est parfois poreuse. Beaucoup d'individus ont de multiples casquettes. Mais aussi parce que ce qui m'intéresse d'explorer dans cet article c'est le langage et le narratif. Je considère à cet égard que ces deux gauches parlent souvent la même langue plutôt conceptuelle et intellectuelle. Même si elles peuvent diverger par leur méthode et vision stratégique.

¹⁸ Le soutien public à l'éducation permanente part d'une excellente intention mais il génère des tensions constantes entre les objectifs émancipateurs originels et les exigences administratives des pouvoirs subsidiaires. Quelques exemples : l'énergie consacrée aux démarches administratives freinent l'action de terrain. Certaines structures doivent professionnaliser des postes purement rédactionnels, limitant les ressources pour suivre les publics cibles. Les plans quinquennaux imposent des objectifs quantifiables et mesurables, excluant

Le problème, c'est une déconnexion entre les classes populaires et les élites progressistes, marquée par une incompréhension mutuelle, un langage qui ne converge plus, et un manque croissant de références partagées. Je parle bien d'une fracture culturelle, pas nécessairement économique.

La tendance a démarré quand les associations, les hautes instances syndicales ou le Parti socialiste, ont favorisé une démarche institutionnelle, technocratique et élitiste, au détriment d'un travail avec les bases sociales.

Un trop grand nombre d'associations d'éducation permanente se cantonnent à des activités destinées à des publics acquis,

enfermées dans des cadres institutionnels limitant leur capacité d'adaptation¹⁸. Le plaidoyer technique a pris le pas sur l'animation militante de terrain, affaiblissant la fédération des populations autour de causes communes. L'institutionnalisation de l'aide sociale et de la sécurité sociale a participé au processus de dépolitisation des structures de gestion de ces mécanismes de redistribution. Des associations, à la base militante,

souvent des initiatives pertinentes et spontanées parce qu'elles ne rentrent pas dans ces carcans bureaucratiques. De nombreux petits collectifs font de l'éducation permanente dans l'esprit du décret, mais sont incapables d'accéder aux financements car ils n'ont ni les codes rédactionnels, ni les ressources pour faire face à la complexité administrative. À l'inverse, les grosses structures, parfois éloignées du terrain, sont favorisées.

sont devenues des gestionnaires d'urgences sociales, leur laissant peu de temps pour un véritable travail politique. Ainsi, bien que de nombreuses organisations soient confrontées à la précarité au quotidien, une relation asymétrique persiste entre travailleur-euses et bénéficiaires, sans les ressources nécessaires pour horizontaliser et outiller politiquement ces derniers. L'activisme urbain, souvent porté par une jeunesse éduquée, reste déconnecté des réalités des petites villes et zones rurales. Les mutuelles sont devenues des super structures administratives malgré que leurs premières lignes endurent de plein fouet l'augmentation des inégalités au guichet des agences tous les jours. Les syndicats peinent à représenter les travailleur-euses des nouveaux secteurs précaires. Les tiers-lieux, autrefois maisons du peuple, mettent en place des animations culturelles principalement pour des publics progressistes privilégiés. Le mouvement écologiste reste trop souvent déconnecté des enjeux immédiats plus matériels.

Ces dynamiques ont fragilisé le lien entre la gauche et ceux qu'elle prétend défendre, affaiblissant sa capacité à structurer un mouvement populaire.

Ce décalage visible en Belgique s'inscrit dans des dynamiques plus larges observées ailleurs. En France, Christophe Guilluy¹⁹, théorise une fracture entre une élite urbaine, progressiste, et une France rurale et périurbaine composée de classes populaires. Julia Cagé et Thomas Piketty²⁰ montrent que l'électorat français de gauche est de plus en plus diplômé, au fil de l'histoire, tandis que celui du RN reste majoritairement composé de classes populaires non diplômées.

A une autre échelle, on peut aussi établir des parallèles avec les analyses de Thomas Franck²¹, ou celles de Nancy Fraser²² à propos du contexte trumpiste américain où le décalage entre « démocrates » bardés de diplômes et les classes populaires peu ou pas diplômées, est plus important encore que chez nous²³.

Bien sûr, en Belgique, comme ailleurs, il y a encore des pratiques militantes particulièrement inspirantes à plein d'endroits. L'objet ici est de relever la tendance générale. Une fracture qui contribue à laisser le champ libre à des récits adverses plus simples, plus émotionnels, et mieux ancrés dans les pré-occupations quotidiennes. En conséquence, nous nous retrouvons face à une défaite culturelle majeure qui ouvre la voie à des victoires politiques plus radicales pour la droite.

¹⁹ Guilluy, Christophe. *La France périphérique*. Flammarion, 2014.

²⁰ Cagé, Julia, Piketty, Thomas. « Une histoire du conflit politique, Élections et inégalités sociales en France, 1789-2022 ». Seuil, 2023.

²¹ Franck, Thomas. *Pourquoi les riches votent à gauche?*. Agon, 2018.

²² Fraser, Nancy. *Against Progressive Neoliberalism*. Verso, 2017

²³ En résumé, Nancy Fraser et Thomas Frank décrivent un Parti démocrate américain largement acquis aux thèses néolibérales et influencé par les PDG des grandes multinationales. Selon elleux, les questions culturelles (racisme, sexisme, écologie, identité de genre...) prennent une place prépondérante, mais souvent sous

une forme symbolique ou morale, sans véritable action sur leurs conséquences matérielles. Ce déplacement des priorités éloigne le parti des enjeux économiques et sociaux des classes populaires. Le parti démocrate prétend régler la question des inégalités, selon Thomas Franck, uniquement via des bourses aux études pour les plus précarisé-es, en s'appuyant sur le principe de la méritocratie et de l'excellence.

PARTIE III

L'impact de cette déconnexion sur nos narratifs



La disparition du maillage associatif ouvriériste du terrain, la création d'une élite culturelle globalement déconnectée et une société majoritairement individualiste ont comme conséquence la création de narratifs politiques de gauche qui ne fonctionnent pas auprès des publics populaires. J'analyse l'échec de nos narratifs sous plusieurs angles différents mais tous interconnectés : le manque d'affect, le manque d'écoute, le manque de « personnalités ponts » et enfin le manque de récit.

Le manque d'affect

Les deux langues

J'envisage le « parler politique » sous deux formes complémentaires. Le narratif froid, basé sur des concepts, des principes, une éthique, des mesures politiques concrètes ou techniques, des principes de droits... Il donne de la crédibilité.

Puis, il y a ce que l'on appelle le narratif chaud. Celui qui parle aux émotions, qui met en avant des vécus, des expériences partagées collectivement, des métaphores, etc.

Une des bases de la communication politique, répète sans cesse le politologue Marshall Ganz²⁴, c'est de raconter nos valeurs de manière émotionnelle et non comme des principes éthiques intellectuels.

Le droit au logement ou à la santé, par exemple, est une valeur froide. Dire que la

« Nous n'avons plus assez la maîtrise du langage chaud et c'est, je le crois, une de nos plus grandes faiblesses. »

sécurité sociale est un formidable outil de solidarité, c'est froid. Personne ne ressent rien dans sa chair quand on en parle, ni quand on paie les cotisations sociales. Parler de la chaleur qu'on ressent quand on est réuni-e en famille sous le même toit quand il pleut dehors : c'est chaud. Parler du cancer de sa maman guérie grâce à la cotisation de chacun-e à la sécurité sociale : c'est chaud.

Autant il est évident qu'il faut garder la maîtrise du langage technique, autant nous n'avons plus assez la maîtrise du langage chaud et c'est, je le crois, une de nos plus grandes faiblesses.

La langue froide, c'est celle des dominant-es

Pour des gens de gauche plus ou moins sécurisés matériellement (que ce soit grâce à un capital économique, culturel ou social), les valeurs liées aux questions sociales et écologiques sont bien souvent des questions éthiques. Ce ne sont pas des questions de survie ou liées à la peur du déclassement social. Par conséquent, nous en parlons sans mettre en scène des expériences de vie partagées avec les publics populaires.

Félicien Faury²⁵, sociologue français, explique que l'électorat RN, majoritairement peu diplômé, ne supporte pas le langage de la gauche parce qu'il est peu accessible. Notre langage renvoie à un complexe d'infériorité. Il est descendant. En somme, nous sommes perçus comme des dominant-es qui ne partagent rien en commun avec les « gens d'en bas ».

²⁴ Ganz, Marshall. *Why Stories Matter: The Art and Craft of Social Change*. Harvard University Press, 2009.

²⁵ Faury, Félicien. *Des électeurs ordinaires*. Broché, 2024.

Le piège de vouloir « parler juste »

Selon Briec Wathelet, conseiller politique à Solidaris et référent social auprès de jeunes dans les Marolles, la manière dont une partie de l'élite politique progressiste aborde les problèmes des classes populaires reflète une distance qui entrave l'identification. « *Parler de précarité sans jamais l'avoir vécue ni côtoyée nous force à adopter une posture distante. Et cette distance, même avec des efforts de vulgarisation, empêche toute forme d'identification* »²⁶, affirme-t-il. L'objectif n'est alors plus de changer le quotidien des gens avec une parole impactante mais se limite à dire le « vrai », à raconter le « juste », avec les mots et les formules validés par ses pairs progressistes. « *Cette posture de pureté morale est un piège, on s'écoute entre nous, sans se soucier de l'impact réel de notre parole* ».

D'un autre côté, notre obsession du « parler juste et vrai » nous rend allergiques aux provocations de nos adversaires populistes. Or, une de leurs stratégies consiste à alimenter une polémique constante. Au-delà de l'ouverture de la fenêtre d'Overton²⁷, cette tactique vise à symboliser une rupture avec l'establishment, assimilée à la « bien-pensance ». Chaque réaction outrée de la part des progressistes amplifie leur message et renforce leur posture de porte-parole du peuple contre l'élite. Les progressistes renvoient alors l'image d'intellos méprisant-es, commentant la bassesse du monde depuis leurs cafés branchés de la capitale²⁸.

La classe culturelle progressiste aime lire et écouter des personnes qui expliquent comment fonctionne réellement le monde. La science et la rationalité sont des valeurs importantes pour le camp progressiste. Les militant-es progressistes pensent donc que s'ils vulgarisent le vrai à d'autres personnes, celles-ci vont être convaincues. Malheureusement notre cerveau ne fonctionne pas comme ça.

Les frames et les cadres moraux

Ici je vais exposer brièvement la théorie de George Lakoff qui explique comment nos cerveaux fonctionnent en politique. Je m'excuse par avance d'être lacunaire tant il est important de maîtriser sa théorie pour tenter de dépasser l'échec des narratifs de gauche. Mais rentrer dans sa théorie et la méthodologie qui en découle devrait faire l'objet d'un article en soi²⁹.

Les narratifs chauds reposent principalement sur le concept de framing, développé par le linguiste George Lakoff³⁰. Un *frame*, c'est une manière d'organiser la perception d'un phénomène à travers un *cadre cognitif et moral* particulier. Ce cadre influence la manière dont les gens comprennent un sujet, avant même qu'ils y réfléchissent rationnellement. Il n'est pas juste une étiquette ou un message, mais une structure mentale qui rend certains arguments évidents et d'autres invisibles. Ce qui rend difficile le débat politique, c'est que les gens ont des *frames* différents sur un même sujet. Il faut

²⁶ Notes issues de conversations que j'ai eues avec lui.

²⁷ Le concept désigne la fenêtre d'idées qui peuvent être partagées publiquement sans être considérées comme extrêmes. Un des enjeux de la « bataille culturelle » consiste à déplacer cette fenêtre pour normaliser des idées qui ne l'étaient pas précédemment.

²⁸ Savoir quand et comment réagir stratégiquement aux polémiques suscitées par nos adversaires demande un développement dans lequel je n'entrerai pas dans cet article.

²⁹ Je vous invite à lire et rencontrer Gérard Piroton, le spécialiste progressiste de Lakoff en Belgique francophone : www.gerardpirotton.be

³⁰ Lakoff, George. Don't Think of an Elephant! Chelsea Green Publishing, 2004.

l'envisager comme une fenêtre à travers laquelle on regarde un sujet. Mais une fenêtre pétrie de morale et de métaphore.

Si je vous dis « migrant-e », vous pensez sans doute à des personnes qui ont dû quitter leur pays pour des raisons indépendantes de leur volonté, traversé mille dangers, pour finalement être accueilli en Europe dans des conditions déplorables. Mais si je demande au voisin xénophobe de mes parents ce qu'il entend par « migrant-e », il aura une tout autre image mentale. Essentiellement parce qu'il a été conquis par un *frame* qui consiste à dire, par exemple, que « *notre pays va devenir pauvre à force de devoir accueillir les pauvres qui viennent de l'étranger et qui ne veulent pas travailler* ».

« La bataille culturelle est en fait une bataille pour les *frames*. »

La bataille culturelle est en fait une bataille pour les *frames*. Il s'agit de faire changer les cadres cognitifs et moraux de la population, pour les tourner à notre avantage. C'est pourquoi les *frames* ne sont pas juste une idée derrière un concept (comme « migrant-e »), c'est aussi une morale, des métaphores et des mots choisis, répétés un grand nombre de fois pour influencer la perception avant l'argumentation. Un *frame* bien installé est imperméable à des arguments rationnels qui pourraient le remettre en cause. J'ai beau dire à mon voisin que les migrant-es ne sont pas dangereux et qu'on ne vit pas une *submersion*³¹, son *frame* filtre mon argument et émotionnellement il ne ressent rien, donc son cerveau n'absorbe pas l'argument. La communication politique est d'abord une histoire d'émotion, bien avant la raison.

Autre exemple, la droite utilise les mots « *charges sociales* » pour parler des « *cotisations sociales* ». Quand il y a une baisse de taxe, iels réussissent à faire passer l'idée qu'il y a un « *allègement du poids de l'impôt* ». Le cerveau sent émotionnellement une libération parce qu'on a l'image d'un poids sur nos épaules qui s'en va. Alors que si les progressistes avaient gagné la bataille du *frame* sur l'impôt, les gens devraient en réalité se sentir « *moins protégé* », par exemple.

Pour garder une certaine lisibilité, je vais maintenant me centrer sur un seul bout de la théorie de Lakoff, la morale ou « les cadres moraux » derrière les *frames*. Il s'agit de valeurs profondément ancrées qui sont racontées de manière affective.

Lakoff observe que ces cadres moraux sont souvent enracinés dans la manière dont les individus envisagent la dynamique du foyer familial. Par exemple, un modèle de famille strict, où l'autorité et la discipline sont centrales, pourra orienter quelqu'un vers des cadres moraux conservateurs. À l'inverse, une conception plus nourricière, basée sur l'empathie et le soin, tendra à favoriser des valeurs progressistes.

Ainsi, derrière chaque discours politique se cache une bataille pour toucher ces cadres moraux et, par extension, l'affect des électeur·ices.

Prenons l'exemple du chômage. Ce qui convainc la majorité des gens lorsque des hommes ou des femmes politiques s'expriment sur ce sujet, ce n'est pas tant la mesure « XY » qu'ils proposent pour le résoudre. En réalité, presque tous·tes les politicien·nes affichent la volonté de « régler le chômage ». Pour le commun des mortels, il est souvent difficile, voire impossible, de déterminer

³¹ Très mauvaise contre-argumentation, comme on va le voir un peu plus loin.

quelle approche – de droite ou de gauche – est réellement la plus efficace.

Ce qui fait la différence, c'est la morale sous-jacente à la proposition, celle qui résonne avec la manière dont les gens perçoivent ce qui est « juste » ou « bien » dans leur propre vie. La morale qui soutient une mesure appréciée agit comme un miroir de leurs propres valeurs et de leur vision du monde. Sur la mesure « XY » concernant le chômage par exemple : sommes-nous plutôt sur une morale qui donne sa chance aux individus et qui est protectrice d'autrui ? Ou sommes-nous plutôt sur une morale de responsabilité comme le principe de la « carotte et du bâton » ?

Les cadres moraux qui ont gagné

Les élections belges de 2024 ont mis en lumière un basculement des cadres moraux dans l'opinion publique. Georges-Louis Bouchez a su capitaliser sur des valeurs conservatrices et individualistes désormais dominantes parmi les classes populaires, tandis que la gauche, enfermée dans des discours abstraits, a échoué à mobiliser ses propres principes. J'ai isolé cinq grandes valeurs qui ont joué affectivement dans le cœur des électeur·ices³².

1 Responsabilité individuelle

Chacun·e est présenté·e comme pleinement responsable de son succès ou de son échec. Le Président du MR a beaucoup insisté sur l'idée qu'avec son parti le travail et la détermination de chaque travailleur·euse conduiront à la réussite personnelle. *Frame* : « le MR est le parti du travail ».

2 Mérite

Bouchez a martelé qu'avec lui, ceux qui profitent du système seront sanctionnés et ceux qui travaillent seront récompensés. *Frame* : « ceux qui profitent du système gagnent trop par rapport à ceux qui travaillent » ou « la gauche a créé un système d'assistanat ». C'est le mérite qui légitimise aussi moralement la baisse des taxes. Selon Bouchez : « la Belgique est atteinte de rage taxatoire » (autre *frame*).

3 Sécurité

C'est la critique d'une société laxiste, la demande d'ordre et de contrôle face aux excès. C'est matérialisé aussi dans des formules comme « *Le MR veut rétablir un contrôle aux frontières pour lutter contre l'immigration illégale* »³³ tout en parlant dans la même intervention de frontière, de migration, de criminalité et de terrorisme.

4 Efficacité

L'État doit gérer les ressources en « bon père de famille », sans gaspillage. La critique des dépenses publiques perçues comme excessives alimente ce cadre. Le *frame* « l'État est obèse » renvoie logiquement à l'idée qu'il faut lui faire faire une diète.

³² Je rappelle que le but du présent article n'est pas d'analyser la recette de la droite qui fonctionne mais plutôt pourquoi les recettes de la gauche ne fonctionnent pas. Donc je ne m'étends pas ici davantage sur les stratégies du Président du MR.

³³ Visuel du MR qui résume l'interview de son Président dans la DH le 1er novembre 2024, publié le 31 octobre 2024 sur la page Facebook de Georges-Louis Bouchez.

5 Fierté culturelle

Son *frame* « la gauche c'est l'élite bien-pensante » se traduit par des messages simples : « *la gauche dit « bonnes vacances d'hiver », nous disons Joyeux Noël et bonne année.* »³⁴

Ces valeurs, exprimées à travers des *frames* et des métaphores accessibles, ont offert un contraste saisissant avec les discours de gauche dans leur impact. Ces messages ont été tellement activés et répétés qu'ils sont devenus les références à partir desquels les débats électoraux se sont construits.

Les cadres moraux qui ont perdu

À l'inverse, les messages de la gauche, issus de la société civile ou des partis politiques, ont peiné à trouver leur public.

1 Démocratie

Critiquer Bouchez pour une posture jugée « dangereuse pour la démocratie » n'a fait que renforcer son image de leader fort, capable de rompre avec ce qu'il appelle le « *petit monde politico-médiatique* »³⁵. Pour un public populaire défiant envers les institutions, cela représente une opposition crédible à une élite perçue comme déconnectée. Par ailleurs, les principes démocratiques apparaissent abstraits et secondaires pour des populations en quête de réponses immédiates.

³⁴ Visuel de campagne du Mouvement réformateur à retrouver sur : <https://x.com/GLBouchez/status/1738183614926299319>

³⁵ Notamment repris dans sa fameuse interview de juillet 2024: Georges-Louis Bouchez (MR) à La Libre : « On va gérer le pays comme des ingénieurs, pas comme des poètes » - La Libre »

2 Solidarité et justice sociale

Insister sur les causes structurelles des inégalités, du chômage ou des malades de longue durée renvoie une image d'impuissance. La gauche est perçue comme uniquement du côté des plus démunies. Les électeur-ices préfèrent la responsabilité individuelle, perçue comme plus concrète.

3 Redistribution des richesses

Taxer les riches n'est plus aussi populaire : cette mesure paraît punitive envers les personnes qui ont réussi dans la vie et sans bénéfices concrets pour les classes populaires.

4 Soins à l'environnement

L'écologie est associée à des sacrifices, des taxes et une morale culpabilisante. Elle ne mobilise pas un électorat qui a l'impression de devoir se battre pour garder son mode de vie et le pouvoir d'achat qui va avec.

5 Dignité humaine

Aborder la question migratoire à travers le prisme de la dignité, des droits humains et du respect de l'État de droit n'a pas suffi à déconstruire les stéréotypes dominants. La peur économique et culturelle demeure.

La gauche, trop focalisée sur des arguments rationnels derrière chaque mesure à défendre, a négligé les affects qui façonnent les choix électoraux. Pire encore, la stratégie de Bouchez étant basé sur l'attaque perpétuelle, la gauche a joué en défense, en récupérant les *frames* de son adversaire pensant les débunker de manière rationnelle : « non les malades et les chômeur-euses ne sont pas

des profiteur-euses ». Un des conseils de Lakoff est de ne jamais répéter les *frames* de nos adversaires, car le cerveau n'entend pas la négation³⁶.

Les cadres moraux ne sont pas figés : ils évoluent avec les expériences concrètes. Mais faute d'incarner ses valeurs dans des récits ancrés dans la vie quotidienne, la gauche perd son audience.

La bataille culturelle ou la bataille pour les *frames* passe par une redéfinition des imaginaires et un ancrage dans le réel, pour transformer des principes abstraits en vécus tangibles. Dans un contexte où l'hégémonie culturelle est en notre défaveur, on doit se battre aussi pour valoriser nos cadres moraux derrière les mesures qui en découlent. On ne pourra pas le faire uniquement à distance. Il faut également revenir sur le terrain.

Le manque d'écoute

Si on veut utiliser les bons mots, si on veut connecter nos messages aux expériences réelles vécues par les gens, il faut écouter les gens se raconter.

Mais il faut aussi savoir que l'inverse est dévastateur. Si vous débarquez sur un terrain sur lequel on ne vous a jamais vu et que vous y imposez vos mots, vos narratifs, sans avoir pris la peine d'écouter d'abord les gens : iels vous détestent, plus qu'iels vous ignorent. Un des éléments qui motive la défiance des classes populaires vis-à-vis des institutions, c'est le fait de ne pas se sentir écoutés. Et ça renvoie à une « impuissance » face aux décideur-euses politiques quand iels pondent une loi considérée comme injuste ; face à Amazon quand le colis n'arrive pas ; face aux assurances quand elles ne veulent pas rembourser ; face aux administrations quand

elles ne répondent pas au téléphone ; face aux multinationales de l'énergie quand elles envoient des factures faramineuses ; face aux propriétaires qui indexent le loyer ; face à l'entreprise qui délocalise.

Les gens vivent des petites et grandes injustices quotidiennes³⁷. Mais quand on n'a pas le capital social, culturel ou économique pour se défendre, on se sent petit-e, méprisé-e et infantilisé-e. Alors, on se débrouille seul-e.

On entend souvent « gauche ou droite : tous les mêmes ». Parce que dans les faits, les gens font des liens entre « les épreuves de la vie »³⁸ qu'iels traversent et le pouvoir politique qui en est responsable ou qui les a abandonnés.

Il nous arrive parfois de minimiser les colères dirigées contre les partis de gauche qui ont exercé le pouvoir. Or, dans de nombreuses conversations de terrain, les critiques ne portent pas seulement sur la droite ou le système, mais aussi sur des décisions prises par des gouvernements incluant des forces progressistes ou sur une manière déconnectée, voire parfois corrompue, d'exercer le pouvoir. Les organisations progressistes doivent régulièrement s'en justifier, comme si toute la gauche formait un bloc unique. Minimiser ces colères, c'est refuser d'assumer les contradictions de notre propre camp. C'est aussi manquer une occasion de rétablir un dialogue sincère. Pour regagner la confiance, il faut reconnaître ce qui a déçu.

³⁶ Raison pour laquelle son livre s'appelle « Ne pense pas à un éléphant », parce qu'on pense toutes et tous à un éléphant quand on dit cette phrase.

³⁷ Il suffit parfois d'une seule mauvaise expérience pour créer la défiance. En sociologie, on parle « d'*incident critique* ».

³⁸ Tiré du concept de Rosanvallon, Pierre. Les épreuves de la vie. Seuil, 2021.

Le manque de « personnalités ponts »

Notre désertion de certains terrains nous a fait perdre des « personnalités ponts ». C'est-à-dire des gens qui font le lien entre les classes populaires et les élites culturelles progressistes.

Ce sont des personnalités qui ont un leadership local fort et qui ont aussi accès aux élites culturelles d'un mouvement. Parfois ces personnes viennent des classes populaires, parfois elles viennent des élites et vivent avec les classes populaires.

Pour comprendre l'importance du rôle de ces personnes dans la bataille culturelle, j'aimerais vous parler du modèle « du seuil » de Mark Granovetter³⁹. Ce dernier explique que chaque individu décide d'adhérer à une idée, en fonction du nombre de personnes autour de lui qui l'ont déjà adopté : ce point de bascule est appelé « seuil ». Le seuil est différent, pour chaque individu, en fonction des idées. Pour une idée « XY », les individus à seuil faible, plus enclins à adhérer rapidement, amorcent les dynamiques collectives, tandis que ceux à seuil élevé nécessitent une masse critique pour s'engager. Il apparaît que les personnes à seuil faible (les militant-es les plus motivé-es) ne peuvent presque jamais convaincre directement celles à seuil élevé. Elles doivent déclencher une contagion en chaîne, en mobilisant d'abord les individus à seuil intermédiaire, qui servent de relais et élargissent progressivement l'adhésion à une cause. Ce rôle des intermédiaires est crucial

pour transformer une initiative marginale en un mouvement collectif capable de toucher les publics les plus sceptiques.

Cette théorie explique scientifiquement les principes selon lesquels : « on ne parle jamais aussi bien à un public duquel on est issu » et que « rien ne fonctionne mieux que le bouche à oreille ».

L'éducation populaire, telle qu'elle a été pensée par le mouvement ouvrier, a fonctionné comme ça pendant longtemps. Des animateur-ices locaux-ales étaient repéré-es, formé-es pour pouvoir faire du lien et mobiliser sur des causes communes à l'intérieur d'une communauté.

Malheureusement aujourd'hui, une partie (je dis bien une partie) des animateur-ices salarié-es en éducation permanente, par exemple, sont des personnes diplômées non issues des publics qu'ils sont censées mobiliser. Elles n'ont que trop peu de points d'entrées au sein des populations que nous avons perdues.

En nous recentrant sur des terrains où nous ne sommes plus, nous devons donc multiplier des leaderships locaux pour créer des phénomènes de contamination aux idées.

Le manque de récit

Les émotions primitives

Plusieurs travaux démontrent que, face à des menaces perçues (réelles ou imaginées), les individus ont une tendance naturelle et primitive à rechercher la sécurité. Cela peut se traduire par un repli sur une communauté perçue comme protectrice comme la famille, la nation, ou la religion (Jonathan Haidt, 2012⁴⁰), une méfiance envers les « autres », perçus comme des menaces extérieures

³⁹ Pour une vulgarisation de ses travaux je vous conseille la vidéo du chercheur en science cognitive à l'Institut Max Planck de Berlin : Moussaid, Mehdi : [Combien faut-il de personnes pour lancer UNE RÉVOLUTION ?](#). Youtube, 2024.

⁴⁰ Haidt, Jonathan. *The Righteous Mind: Why Good People Are Divided by Politics and Religion*. Vintage, 2012.

(René Girard, 1972⁴¹) et une confiance accrue envers un-e leader-euse autoritaire (Adorno, 1950⁴²). Les travaux de Jonathan Haidt sur la moralité humaine montrent que des émotions comme la peur, le dégoût, ou la colère sont facilement activées par des discours stigmatisants.

C'est la raison pour laquelle, en période où la perception de l'insécurité est haute, les populismes identitaires et l'extrême droite ont une capacité plus importante à toucher les affects des individus que les courants progressistes basés sur des cadres moraux moins instinctifs.

La seule manière de dépasser ces failles de nos cerveaux humains, c'est via des expériences alternatives vécues positivement et une sécurité matérielle perçue.

Or, il est évident que dans une société qui devient très incertaine (écologiquement, géopolitiquement, économiquement,...) et où en parallèle on a délaissé la politisation d'un certain nombre de classes sociales : il y a un boulevard pour la droite populiste qui se crée. En ce sens, le néolibéralisme peut ouvrir la voie au fascisme et les deux coexistent très bien ensemble.

En France, le travail cartographique de Jérôme Fourquet⁴³ démontre comment le vote pour l'extrême droite correspond aux zones les plus désertées par les services publics. Ce sont des régions où la peur du déclassement est très forte.

Il faut donc comprendre le succès des populismes identitaires, non pas comme un choix de rejet, ou un vote par défaut : mais bien

souvent comme une adhésion qui rassure. Si la gauche ne génère pas de l'espoir, alors, malgré elle, ses discours sur les crises structurelles vont susciter la crainte du déclassement social et favoriser les adversaires.

Nous ne générons pas de pouvoir d'agir

Olivier Schwartz, sociologue français, a analysé les transformations des classes populaires dans un contexte de déclin industriel et de précarisation croissante. Dans son ouvrage *Le monde privé des ouvriers* (1990)⁴⁴, il décrit des personnes marquées par le sentiment

« Si la gauche ne génère pas de l'espoir, alors, malgré elle, ses discours sur les crises structurelles vont susciter la crainte du déclassement social et favoriser les adversaires. »

d'abandon par les élites politiques et culturelles. Il explique que les classes populaires se trouvent confrontées à une double pression : une menace venue d'en haut, incarnée par des élites économiques et politiques perçues

comme exploitantes ou indifférentes, et une menace venue d'en bas, où les populations encore plus précaires (migrant-es, bénéficiaires d'aides sociales) sont perçues comme des concurrentes pour les ressources. Cette stigmatisation de ceux d'en « bas » s'explique non seulement par une peur du déclassement, mais aussi par une volonté de préserver une distinction sociale, même minimale. Enfin, pour ces populations il est

⁴¹ Girard, René. *La violence et le sacré*. Grasset, 1972.

⁴² Adorno, Theodor W., Frenkel-Brunswick, Else, Levinson, Daniel, Sanford, Nevitt. *The Authoritarian Personality*. Harper, 1950.

⁴³ Fourquet, Jérôme. *La France d'après*. Seuil, 2023.

⁴⁴ Schwartz, Olivier. *Le monde privé des ouvriers*. Presses Universitaires de France, 1990.

plus concret et accessible de diriger sa colère ou son ressentiment contre des personnes proches que de s'attaquer aux structures abstraites et lointaines qui incarnent les menaces d'en haut.

En résumé, les narratifs de gauche suscitent très peu de pouvoir d'agir, alors qu'autrefois c'était leur force principale.

D'un côté, Bouchez dit « *si vous vous bougez, je vous aide à réussir* ». Et de l'autre, la gauche explique le chômage, les maladies et la précarité par des causes structurelles. D'un côté, Bouchez promeut « *la méritocratie et la réussite à quiconque est volontaire* ». De l'autre, la gauche dit que « *l'ascenseur social est cassé* » et appuie sur les inégalités structurelles. D'un côté, Bouchez dit qu'il faut « *sanctionner les profiteur-euses* ». De l'autre, la gauche dit que « *personne ne profite, tout le monde est victime des causes structurelles* ».

La gauche dit vrai. Néanmoins, non seulement elle offre peu de perspectives, mais elle démobilise d'autant plus que les gens ne se sentent pas reconnus dans leur actions personnelles pour s'en sortir, dans leur combat du quotidien. À un niveau individuel, la meilleure manière d'avoir un impact positif sur sa vie c'est de se responsabiliser soi-même

ou ses proches. Tout le monde le fait quotidiennement (« *finis tes études* », « *reprend une nouvelle formation* », « *prends soin de ta santé* », « *lâche pas ton boulot* »...).

En critiquant la responsabilité individuelle, on oublie de reconnaître ces personnes qui se bougent tous les matins pour un job pénible qu'ils sont fier-ères de ne pas arrêter⁴⁵.

La gauche est d'ailleurs souvent perçue comme paternaliste et infantilisante en envisageant ceux d'en bas comme des « *victimes* » et « *des personnes vulnérables* ». Même auprès des allocataires sociaux que nous souhaitons protéger le plus, certaines personnes sont en défiance vis-à-vis de l'image qu'on leur renvoie.

« Pour redevenir performative, la gauche doit reconnecter ses discours à des expériences vécues. »

La chercheuse en sociologie Naïké Garny explique comment le concept de vulnérabilité accolée à l'égard des femmes migrantes occulte systématiquement leur agentivité. C'est-à-dire les actions quotidiennes qu'elles mettent en place, seules ou en groupe, pour se débrouiller, se battre, bref pour se mettre en action devant les épreuves qu'elles traversent. Naïké Garny⁴⁶ conseille d'allier à la fois les concepts de vulnérabilité et de résistance pour déconstruire un regard paternaliste et infantilisant à l'égard des personnes marginalisées.

Les personnes qu'on souhaite défendre sont des personnes qui ne nous ont pas attendu-es pour agir et qui n'apprécient pas qu'on les regarde comme des victimes.

Dans son discours du 1er mai 2024, à Jemeppe, le Président du MR ne s'est d'ailleurs pas trompé : « *Ce n'est pas parce que votre père était sans-emploi et votre grand-père aussi*

⁴⁵ De plus, la critique de la gauche à l'égard de certaines entreprises ou pans de l'économie (pour des raisons écologiques, sociales, ou fiscales) empêche de renvoyer de la fierté aux personnes qui travaillent dans ces secteurs et qui se sentent jugées.

⁴⁶ Garny, Naïké. Aux côtés des femmes en migration : repenser la vulnérabilité au prisme de la résistance. Revue Akène, 2024.

que vous êtes vous aussi voués à dépendre d'aides sociales. (...) Il y a un espoir : ne succombez pas au fatalisme ! (...) Vous aussi, vous avez le droit de réussir votre vie, vous avez le droit de gagner de l'argent, vous avez le droit de retrouver votre dignité. (...) il est possible de prendre son destin en mains grâce au Mouvement Réformateur⁴⁷.

De plus, il existe une incohérence ressentie entre ces narratifs socio-économiques perçus comme « déresponsabilisants », et les discours sur l'écologie, le féminisme et l'antiracisme, perçus, au contraire, comme ultra-responsabilisants, voire restrictifs. Ces luttes sont parfois reçues comme une accumulation d'injonctions morales sur les comportements individuels : « on ne peut plus se déplacer en voiture », « on ne peut plus consommer comme on veut », « on ne peut plus rien dire ». Cette perception est entretenue par nos adversaires (« écologie punitive » et « wokisme ») mais peut aussi parfois découler de discours maladroits du camp progressiste⁴⁸. Dans tous les cas, le lien avec les objectifs d'égalité, de dignité et de conditions matérielles est flou, incompris ou nié. Ce décalage nourrit un ressentiment, car il donne l'impression que la gauche demande de se priver davantage sans offrir en retour un avenir plus juste et plus désirable.

De son côté, la droite populiste rassure en promettant aux populations qu'elles peuvent conserver leurs habitudes tout en améliorant leur vie, à condition que chacune se responsabilise.

Le manque d'un récit cohérent

Le récit, c'est une mini-histoire qui simplifie la pensée politique et que tous les gens peuvent comprendre. Elle est composée de plusieurs catégories narratives (problèmes, causes, solutions, adversaires, idéal, etc.). Elle se raconte comme une histoire et est pétrie d'émotions.

J'ai fourni à ChatGPT un échantillon, qui me semblait représentatif, de discours, interviews et articles des six derniers mois de la campagne pour les élections de juin 2024, à propos de la question sociale, issus de la société civile et des partis progressistes, d'une part, et de Georges-Louis Bouchez, d'autre part. Je lui ai ensuite demandé de synthétiser les idées en récit, en utilisant les formules les plus fréquemment employées.

L'histoire de Bouchez est celle-ci :

« Le PS a plongé la Wallonie et Bruxelles dans un déclin économique en instaurant un système d'assistantat qui n'a servi qu'à préserver son électorat. Ce modèle clientéliste a non seulement entretenu un taux de chômage élevé, mais il a aussi pénalisé les travailleur-euses et les entrepreneur-euses par une taxation disproportionnée et injuste. Il n'y a pas de fatalité. Tout le monde peut prendre son destin en main. Nous devons sortir de cette logique d'assistantat pour remettre les gens au travail et valoriser l'effort. En relançant l'activité économique, nous offrirons un avenir à nos régions et à nos familles ».

⁴⁷ Bouchez, Georges-Louis. Discours du 1er mai 2024 à Jemappes. À retrouver : [Cure de détaxe et réforme audacieuses prônées par le Président Georges-Louis Bouchez - Discours du 1er mai à Mons - MR](#)

⁴⁸ Sans justifier le racisme, l'antiféminisme ou l'anti-écologie, il faut parfois prendre en compte des éléments du contexte social populaire pour comprendre comment ces combats sont perçus : le folklore, aussi problématique qu'il puisse être, est un repère quand tout semble

interchangeable. La voiture à moteur carbone est un moyen de locomotion pour lequel on peut encore changer les pièces soi-même. La masculinité, aussi violente qu'elle puisse être, est parfois un marqueur de fierté pour des hommes qui n'ont pas grand-chose d'autre à valoriser.

L'histoire de la gauche est celle-ci :

« Nous devons renforcer la sécurité sociale et lutter contre les inégalités sociales. Cela passe par une meilleure redistribution des richesses, une taxation équitable des plus riches et des investissements massifs dans les services publics. En garantissant à chacun-e un accès aux soins, à l'éducation, à des conditions de travail dignes et à un logement décent, nous construirons une société plus juste et plus solidaire ».

À gauche, on déplore souvent notre incapacité à créer une petite musique agréable que les gens retiennent facilement. Si nos morceaux ressemblent aux mélodies complexes et exigeantes de Stravinsky, il n'est pas surprenant que beaucoup préfèrent les refrains pop simplistes mais accrocheurs de la droite populiste.

Nous l'avons vu dans cet article, en se concentrant sur des structures devenues abstraites (sécurité sociale, redistribution), la gauche peine à établir un lien émotionnel fort avec les électeur-ices et à incarner ses valeurs dans des récits concrets.

Ce que je voudrais ajouter ici, c'est le manque de cohérence et d'unification de nos récits. Nous fonctionnons davantage par thématiques isolées (justice sociale, écologie, droits humains, genre) que par un grand fil narratif capable de rassembler et de mobiliser. Ce morcellement empêche de donner un sens global aux enjeux défendus. De la même manière, l'absence d'un adversaire ou d'un problème structurant clairement identifié affaiblit la capacité à mobiliser des affects comme l'indignation ou l'espoir, pourtant

essentiels pour transformer des valeurs en action politique. Pour redevenir performative, la gauche doit reconnecter ses discours à des expériences vécues, tisser un récit fédérateur et assumer la conflictualité face aux forces qui perpétuent les injustices.

J'en reviens au sociologue Félicien Faury. Il observe que l'électorat vote pour une grappe et non pour un raisin. C'est à dire qu'on adhère à des liens causaux entre deux ou trois thématiques et pas à une thématique isolée. Vous pouvez être très fort sur la thématique sociale, si vous n'abordez jamais la question migratoire, l'électorat du RN, ne votera jamais pour vous. Il réfute l'idée selon laquelle l'électorat d'extrême droite vote Le

« Nous fonctionnons davantage par thématiques isolées (justice sociale, écologie, droits humains, genre) que par un grand fil narratif capable de rassembler et de mobiliser. »

Pen pour des raisons de gauche. Selon lui, le vote RN est bien structuré par un paramètre ethno-racial qui peut s'exprimer différemment selon les personnes. Par exemple :

« J'ai de plus en plus de difficulté pour vivre parce que les politiques ont laissé les entreprises délocaliser et la gauche veut accueillir les migrant-es qui pompent les alloc. Résultat : il n'y a plus de travail ni d'argent dans les caisses de l'État ».

Les thèmes des « profiteur-euses » et des « migrant-es » résonnent fortement auprès du nouvel électorat de Bouchez. Si nous ne les intégrons pas dans un récit cohérent et convaincant, nous n'avons aucune chance de regagner cet électorat. Sur le terrain, il est essentiel de parler autrement qu'en adoptant le ton des confrontations sur les réseaux sociaux. Nous devons dépasser cette posture de supériorité morale qui consiste à dire : « On n'a pas le droit de penser cela ». Au contraire, il faut avoir le courage de se

confronter à ces sujets en étant solides sur nos positions mais légitimé-es par une présence sur le terrain solidaire et empathique envers les publics.

C'est qui les méchant-es ?

Tout bon récit met en scène la conflictualité avec des adversaires bien identifié-es. Il faut que l'évocation de ses adversaires génère des affects négatifs. Or, nous avons trois difficultés.

Premièrement, hormis les politicien-nes de droite, nous avons du mal à rapprocher nos adversaires économiques classiques du quotidien affectif des gens. Capitalistes, banques, assurances privées, grandes fortunes, actionnaires, spéculateurs, multinationales, lobbys, agro-industrie, promoteurs immobiliers, etc. : ces figures sont souvent racontées de manière abstraite et paraissent éloignées. Elles incarnent une menace venue d'en haut, diffuse et impersonnelle, dont j'ai déjà parlé précédemment.

Deuxièmement, avec l'éclatement de l'économie du travail (franchises, succursales, sous-traitance, plateformes, etc.), la figure du « patron » s'est transformée. Les vrais grands patrons ne sont souvent plus en Belgique et sont donc devenus inaccessibles, ce qui était moins le cas avant. En conséquence, pour une partie des travailleur-euses, la figure du patron est aujourd'hui associée au visage familial de l'indépendant-e, patron-ne de bout de chaîne, loin du grand méchant capitaliste identifiable d'antan. Or, le langage syndical use encore du terme de « patronat » ou de « patron » qui se heurte parfois à un *frame* plutôt positif vis-à-vis du ou de la « petit-e patron-ne ».

Troisièmement, il existe des figures d'adversaires que les classes populaires identifient spontanément comme en partie responsables de leurs difficultés, mais qui ne sont jamais intégrées aux narratifs de gauche parce qu'en réalité nous les considérons, souvent à raison, d'abord comme des victimes des inégalités. Prenons deux exemples : la criminalité du quotidien (des pickpockets aux trafiquants de drogue⁴⁹) et les « escrocs ». Après les inondations dans la vallée de la Vesdre, des entrepreneur-es peu scrupuleux-euses ont encaissé l'argent de travaux qu'ils n'ont jamais réalisés, laissant des familles sinistrées, déjà précarisées, encore plus endettées. Ce type de prédation suscite souvent plus de ressentiment qu'un-e banquier-ère. C'est aussi pourquoi les discours reposant sur l'idée que l'humain est fondamentalement bon et qu'il suffit de faire confiance aux gens échouent. Nous peinons à rendre lisible qui sont ces « grands-es méchant-es riches » qui créent les conditions dont profitent ensuite des « petit-es méchant-es pauvres » pour exploiter les plus vulnérables. Or, ne pas en parler revient à laisser le champ libre à la droite, qui instrumentalise ces frustrations en désignant des boucs émissaires.

⁴⁹ On sait que les premières victimes de la petite et grande criminalité sont les classes populaires et les personnes fragilisées. Suite aux fusillades dans le réseau du trafic de drogue à Bruxelles, cette thématique a beaucoup vécu.

Ce constat ouvre pourtant un espace narratif essentiel : celui de la « sécurité ». Aujourd'hui, nous laissons la droite monopoliser ce thème, avec les réponses répressives contre-productives et problématiques que l'on connaît. Pourtant, la gauche peut et doit récupérer cette thématique en lui redonnant du sens via le cadre moral de la protection collective. J'y reviens dans la dernière partie de l'article.

La vulgarisation des causalités systémiques

En guise de conclusion pour cette troisième partie, j'aimerais amener une dernière notion qui va nous permettre d'aborder la dernière partie de cet article.

Les sciences cognitives expliquent depuis longtemps que le cerveau humain préfère les relations de cause à effet simples et directes⁵⁰. Le « biais de causalité » est d'ailleurs un biais cognitif classique qui nourrit les théories du complot. La droite populiste l'a bien compris et construit ses récits autour de causalités linéaires et très individualisées :

- *Tu es au chômage* → *C'est la faute des étrangers* → *il faut les mettre dehors.*

⁵⁰ Kahneman, Daniel. *Système 1, système 2, les deux vitesses de la pensée*. Flammarion, 2012.

⁵¹ Rappelons cette étude récente publiée par Libération : Blin, Simon et de Rivet, Savinien. *Réseaux sociaux : plus un parti est à droite, plus il diffuse des fake news* – Libération, février 2025.

⁵² Je me base notamment sur l'approche de James C. Scott et ses travaux sur la résistance cachée des personnes dominées pour avancer ce propos, à retrouver notamment dans : *La domination et les arts de la résistance*. Éditions Amsterdam, 2019.

- *L'insécurité augmente* → *C'est la faute du laxisme judiciaire* → *il faut punir plus sévèrement.*
- *Les impôts augmentent* → *C'est la faute des assistés* → *il faut les faire travailler.*

La gauche, au contraire, tendanciellement plus connectée à la science⁵¹, tend à expliquer les problèmes à travers non pas la causalité directe mais à travers la causalité systémique. C'est-à-dire à travers l'influence potentielle d'une multitude de facteurs interconnectés et fonctionnant en « système » :

- *Le chômage est dû à des choix macroéconomiques, aux délocalisations, aux politiques d'austérité, aux transformations technologiques, etc.*
- *L'insécurité résulte de la précarisation, de la fragmentation urbaine, des inégalités sociales, des politiques publiques insuffisantes, etc.*

Les réponses qui vont découler du diagnostic pour s'attaquer au problème seront donc plus complexes et moins directes. Mais cette approche a une faiblesse cognitive : elle est moins intuitive et demande un effort mental important.

Alors posons-nous une question simple : les ouvrier·ères majoritairement analphabètes du 19^e siècle étaient-ils et elles conscient-es des enjeux systémiques ?

Non, pas de manière théorique et académique comme nous l'entendons aujourd'hui. Mais oui, iels avaient une compréhension collective intuitive du système, ancrée dans leur expérience de travail et leurs luttes concrètes⁵².

Une compréhension vécue plutôt qu'une analyse abstraite

Les ouvrier·ères du 19^e siècle ne faisaient pas d'analyses complexes sur la financiarisation du capitalisme, les chaînes de valeur mondiales ou les politiques monétaires. Mais iels voyaient directement les causes immédiates de leur oppression : l'usine impose des cadences infernales ; le patron réduit les salaires quand il veut ; on se fait licencier dès qu'on réclame un droit.

C'était une causalité plus directe et observable : iels vivaient l'exploitation quotidiennement. Mais en se rassemblant, iels pouvaient relier leurs expériences personnelles et voir que ce n'était pas un cas isolé : les mêmes injustices se répétaient partout. C'est là que le collectif joue un rôle fondamental. En partageant leurs conditions, iels comprenaient que ce n'était pas « juste un mauvais patron », mais un système entier qui fonctionnait ainsi. L'émotion du collectif permettait de transformer une frustration individuelle en lutte commune. Le syndicat et les organisations ouvrières structuraient un récit simple et efficace : *« Notre force, c'est notre nombre. L'ennemi, c'est le capital. La solution, c'est la grève et la solidarité »*.

Une traduction simplifiée des enjeux systémiques

Les organisations ouvrières et les intellectuels socialistes de l'époque (Marx, Proudhon, Jaurès...) ont joué un rôle clé en traduisant la complexité du capitalisme en un récit mobilisateur. Iels ont introduit des cadres narratifs clairs (exploitation, lutte des classes, aliénation). Iels ont désigné des adversaires lisibles (le patronat, la bourgeoisie). Iels ont formulé des solutions collectives actionnables (la grève, les coopératives, les

mutuelles). En ce sens, le marxisme a été un outil puissant de simplification qui a permis aux ouvrier·ères de comprendre leur situation dans un cadre systémique mais intelligible⁵³.

À partir d'autres théories et récits, le même mécanisme s'enclenche pour toutes les catégories de personnes victimes d'une domination structurelle en quête de libération collective : les femmes, les peuples colonisés, les personnes racisées dans les sociétés blanches, les personnes sans papiers, etc.

L'émotion et l'expérience avant l'analyse rationnelle

Ce n'est pas l'analyse rationnelle qui convainc, mais l'expérience et l'émotion collective qui rendent le récit crédible et incarné. C'est en vivant des luttes collectives qu'on développe une intuition du système et de nos intérêts communs.

Je retiens donc deux leçons pour la suite de l'article. Premièrement, il faut des récits simples, clairs, incarnés, portés par des expériences collectives. Deuxièmement, l'ancrage de terrain est essentiel : on comprend mieux ce qu'on vit que ce qu'on nous explique. Mais pour cela, les personnes qui veulent mobiliser des publics populaires (qu'elles en soient issues ou non) doivent être à leurs côtés en créant un réel lien social et affectif.

⁵³ Comme on le verra plus loin dans l'article, ça ne veut pas dire qu'il faut reprendre les terminologies du 19^e siècle pour mobiliser aujourd'hui.

PARTIE IV

Se réancrer pour mieux raconter



L'erreur serait de croire qu'une défaite électorale de la droite dans 4 ans serait une victoire pour la gauche. Les lames de fond individualiste, de rejet et de repli sont ancrées pour longtemps. Il faut repartir sur les bases d'une bataille culturelle sur le temps long où nous rénovons notre ancrage de terrain et la manière de fabriquer nos narratifs.

Le terrain, le seul avantage comparatif de la gauche

Mon hypothèse, c'est que nous ne sommes pas capables de gagner cette bataille culturelle uniquement à distance.

Au contraire, la droite populiste peut continuer à gagner sans s'appuyer sur un ancrage local important⁵⁴. D'abord, parce que les idées conservatrices et individualistes dominent déjà les cadres culturels et institutionnels, facilitant leur diffusion. Ensuite, en période de crise, les instincts primitifs orientent naturellement vers le repli, la stigmatisation d'un responsable extérieur et l'adhésion à une leader-euse autoritaire.

Puis, le modèle économique des réseaux sociaux favorise massivement les discours conservateurs, angoissants et haineux au détriment des narratifs progressistes. Cette

dynamique est amplifiée par la concentration croissante des médias privés, des maisons d'édition, des studios de production et de certaines plateformes numériques aux mains d'acteurs de droite ou d'extrême droite, renforçant ainsi leur domination idéologique.

Parallèlement, la digitalisation des relations sociales accroît l'isolement des individus et les rend plus vulnérables aux campagnes numériques ultra-ciblées, souvent invisibles, qui façonnent l'opinion publique. Nos traces numériques, exploitées à grande échelle, permettent de prédire, d'influencer et de modifier les comportements avec une précision redoutable. La science politique s'apparente de plus en plus à une « mathéma-

tique sociale », où l'intelligence artificielle pousse ces logiques à des niveaux vertigineux, menaçant directement les démocraties. Aux États-Unis, les bulles algorithmiques

ont fragmenté la société au point de créer des réalités parallèles, parfois irréconciliables, ne pouvant conduire qu'à des affrontements violents, dans la vraie vie. Nous n'en sommes pas encore là en Belgique francophone, mais le temps presse. Ces contenus fabriqués partout dans le monde gangrènent chaque jour le cerveau de nouvelles personnes ici et favorisent des acteurs politiques locaux.

« Nous ne sommes pas capables de gagner cette bataille culturelle uniquement à distance. »

⁵⁴ Mais attention, si le terrain n'est pas une constante, l'extrême droite et les droites populistes l'utilisent aussi parfois de manière hétéroclite. Certes, Nigel Farage pour le Brexit, le « Mouvement 5 étoiles » en Italie, Javier Milei en Argentine, ou l'ex-candidat pro-russe à la présidentielle roumaine

Călin Georgescu sont tous des purs produits digitaux et médiatiques. Le MR de Bouchez n'a pas, d'après moi, augmenté son ancrage local pour gagner les élections. Cependant, les militant-es trumpistes les plus aguerris se rassemblent dans des organisations préexistantes à Trump (club de tir, survivaliste, anti-IVG, mercenaires, etc.)

qui ont été très actives sur le terrain. Les groupes de jeunes identitaires français s'organisent un peu partout sur le territoire sans jamais avoir de lien formel avec une organisation centrale. L'AFD allemande mise beaucoup sur ses organisations de jeunesse masculinistes à la « schild and vrienden » pour créer des groupes affinitaires solides.

Dans ce contexte, à distance, les populismes de droite sont mieux équipés pour recoder la colère des classes populaires à leur avantage. Il faut rester présent-es dans les médias et sur les réseaux sociaux mais être conscient-es que si ce n'est pas connecté à une présence forte sur le terrain, nous ne ferons jamais la différence.

La gauche doit miser sur son seul avantage comparatif : sa capacité à s'ancrer sur le terrain, à recréer des liens humains directs et à court-circuiter les discours adverses en bâtissant des espaces de dialogue et de mobilisation collective. Mon hypothèse, c'est que le renforcement des liens sociaux et des pratiques de solidarité communautaire sont les instruments les plus efficaces pour faire évoluer les *frames* mais aussi pour dépasser les sentiments d'insécurité et d'angoisse qui plongent les gens dans les bras de la droite populiste. Les expériences vécues sur le terrain ont une autre fonction : elles doivent nourrir les narratifs pour les rendre meilleurs.

La bataille pour les *frames*

En parallèle de ce chantier de redéploiement sur le terrain, nous devons aussi absolument retravailler l'ensemble de nos narratifs. Que ce soient les narratifs qui vivront à des niveaux micro (terrain, conversation, socialisation, etc.) ou macro (média, réseaux sociaux, prise de parole publique, création artistique et culturelle, etc.).

Nous avons plusieurs chantiers méthodologiques : créer des dispositifs narratifs qui fonctionnent sur base des schémas narratifs que nos cerveaux savent digérer (quête, méchant-e, idéal, danger, solution, héros·ïne, péripétie, etc.) ; étudier les *frames* de nos adversaires, apprendre à ne pas les répéter,

identifier la métaphore cachée et remplacer la métaphore ; créer nos propres *frames* à partir d'idées clés, de valeurs profondes, de métaphores fortes et d'un vocabulaire cohérent. Ensuite, il faut apprendre à attaquer et à imposer notre propre tempo. Enfin, il nous faudra redéployer ces *frames* de manière cohérente et unie via les moyens culturels que nous avons à notre disposition ou que nous devons créer.

La bataille pour les *frames* passe aussi par un ciblage stratégique des publics. Comme l'illustre la théorie du seuil, certains segments de la population ont un seuil d'adhésion trop élevé pour qu'il soit rentable de les convaincre. Rappelons que la victoire du MR en 2024 repose en grande partie sur la récupération des électeur·ices indécis·es et des électeur·ices historiquement socialistes, des publics que nous sommes capables d'aller rechercher. En communication politique, la bataille du centre, les indécis·es, les esprits changeants sont la clé. Lakoff appelle ces personnes les biconceptuels. Ce sont des individus qui possèdent à la fois des cadres moraux progressistes et conservateurs, qui s'activent selon le contexte. Leur cerveau contient les deux systèmes de valeurs, mais l'un peut être plus dominant que l'autre selon le sujet abordé. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, une personne biconceptuelle n'est pas nécessairement une centriste, au sens de l'échiquier politique. Il ne faut donc pas récupérer des mesures de droite, dans un projet de gauche pour tenter de les convaincre. L'activation de la morale conservatrice par des acteurs de gauche favorise les conservateur·ices et inversement. Il faut donc un narratif cohérent de bout en bout sur le projet progressiste qu'on propose.

De manière plus large, cette question met en lumière l'incapacité des organisations progressistes à cibler efficacement leur audience. Au mieux, elles s'appuient sur des catégories socio-économiques dépassées ; au pire, elles conçoivent leurs campagnes à l'aveugle. Il est urgent, à l'instar des partis politiques, de clusteriser la Fédération Wallonie-Bruxelles afin d'identifier des profils socio-psychologiques précis. L'objectif est d'affiner nos *frames* en fonction des dispositions émotionnelles et linguistiques réelles des gens, plutôt que de se fier à nos suppositions.

Pour un « circuit court émotionnel »

Nous ne pouvons pas nous contenter juste de mieux raconter les cadres moraux de gauche. Ces valeurs ne sont pas assez réellement vécues par les gens, dans leur chair. Le concept de « circuit court émotionnel » peut être défini comme une stratégie narrative et pratique à triple face, visant à renforcer l'impact des cadres moraux progressistes, en les rapprochant le plus possible du quotidien des gens.

1 Appuyer les cadres moraux progressistes

En s'adaptant aux expériences concrètes des gens, on cherche à relier les valeurs de gauche (comme la solidarité ou la justice sociale) à des situations tangibles et ressenties, rendant ces cadres plus accessibles et immédiats. Il s'agit donc de poursuivre ce que nous faisons depuis toujours mais en mieux. C'est le principe par exemple de parler des outils de solidarité globale à partir d'expériences de solidarité vécues au niveau intra familial ou entre amis, (par exemple lors d'un déménagement, lorsqu'un membre du groupe est malade, etc.). Cette démarche

nous demande de mieux connaître les gens. Cependant, nous vivons des expériences de vie qui restent universelles et que nous pouvons utiliser davantage dans nos narratifs chauds (rupture, deuil, naissance, doute, réussite, amour, etc.). En ce sens, il ne faut pas oublier que les principes politiques intellectuels qu'on défend viennent toujours de situations concrètes vécues dans les tripes. Quand un-e indépendant-e vous dit qu'il vote à droite pour payer moins d'impôt, demandez-lui d'abord ce qui le ou la passionne dans son métier. Il y a toujours des connexions morales à faire.

Pour les progressistes, les cadres moraux sont souvent racontés comme des finalités éthiques profondes (« *la solidarité c'est plus beau que l'individualisme* »). Or, dans l'esprit des gens, les cadres moraux gagnent en puissance lorsqu'ils sont reliés à des bénéfices tangibles ou des expériences partagées. Donc il faut aussi les raconter comme des moyens instrumentaux et pas uniquement comme des fins en soi (« *la solidarité entre individus c'est rationnellement le meilleur moyen pour maximiser notre bonheur personnel* »). Il faut qu'on enlève à la gauche son étiquette naïvement altruiste et collectiviste. La dignité, l'égalité, le soin... ont de véritables fonctions qu'il faut tenter de raconter.

2 Réencadrer à gauche les valeurs conservatrices

Certaines mesures progressistes peuvent être défendues en réinterprétant des valeurs souvent associées à la droite, afin de toucher des publics depuis leurs propres repères moraux. L'enjeu n'est pas d'adopter un cadre conservateur ou des mesures de droite, mais de reformuler ces valeurs dans une vision progressiste. Par exemple, l'encadrement des loyers peut être abordé sous l'angle de la stabilité et

de la protection des familles, qui sont des valeurs universelles, mais souvent mises en avant par la droite. Le refinancement public de la santé peut être présenté comme une garantie de sécurité, non pas au sens répressif, mais comme une protection contre la précarité et l'insécurité économique imposées par les acteurs privés. Quant à la taxation des grandes fortunes, elle peut être expliquée aussi à travers une vision progressiste du mérite et de la responsabilité : *« personne ne réussit seul, la réussite d'une personne, c'est un mérite collectif. La réussite implique une responsabilité, en rendant à la société ce qu'elle nous a permis d'accomplir »*.

Ce travail de recadrage doit toujours servir un objectif de transformation des imaginaires : il s'agit de réactiver et renforcer les cadres progressistes dans l'esprit du public plutôt que d'adopter ceux de nos adversaires. Toute récupération de valeur doit être pensée stratégiquement, avec un objectif de subversion à court terme et de consolidation d'un cadre progressiste à long terme. Le danger serait d'adopter inconsciemment des raisonnements conservateurs, ce qui renforcerait leurs *frames* au lieu de les transformer.

3 Créer des expériences sur le terrain

La présence active dans les communautés, via des actions locales, associatives ou syndicales, permet de générer de nouvelles expériences collectives qui incarnent les valeurs progressistes. Cela renforce la crédibilité de ces cadres en les rendant visibles et réels. Il s'agit de les faire incarner dans la chair. Le maillage associatif et syndical du 20^e siècle offrait des expériences concrètes de solidarité et de justice sociale, ce qui renforçait les cadres moraux progressistes. Il nous faut adapter ce type d'expériences, à l'ère moderne, en les multipliant à des échelons très locaux. Lakoff souligne que

les cadres peuvent changer lorsque les gens sont exposés à des expériences répétées qui activent de nouveaux cadres. En ce sens, dans l'action collective les individus passent par toute une série d'étapes qui leur font prendre conscience d'éléments aussi basiques que « ensemble on est plus fort », « ensemble c'est plus chaleureux », « le collectif m'enrichit personnellement », « je comprends mieux comment fonctionne le monde », etc. Le réancrage local redéploie une connexion avec le reste du monde et fournit du pouvoir d'agir extrêmement satisfaisant.

Ce triple levier articule court terme et long terme, récits et pratiques, pour transformer à la fois les perceptions et les expériences vécues, dans une quête culturelle et politique visant à ancrer les cadres progressistes comme hégémoniques.

Lors des inondations, dans la région de la Vesdre par exemple, on a lu beaucoup de militant-es écologistes déplorer le lien entre réchauffement climatique et ces inondations, sur les réseaux sociaux. Pourtant la population victime des inondations dans cette région a majoritairement voté pour le MR. Ce qu'il aurait fallu faire prioritairement, c'était mettre ses bottes et aller sur le terrain. Ne pas expliquer aux gens pourquoi il étaient dans la merde mais d'abord les aider à s'en sortir.

Sur le thème de la santé, par exemple, appliquer la théorie des trois axes signifie d'abord raconter l'histoire d'un-e patient-e qui, grâce aux contributions de chaque travailleur-euse, a pu recevoir des soins dans un hôpital public et retrouver la santé, reprenant ainsi une vie normale (appui sur l'expérience vécue et activation du cadre moral de la « protection collective »). Ensuite, il s'agit de réencadrer ce discours dans un cadre de sécurité, en disant par exemple : « Investir

dans la santé publique, c'est protéger nos familles et garantir notre avenir » (réencadrement de valeurs plutôt conservatrices). Il faut aussi pouvoir nommer des adversaires qui veulent détruire ce système et montrer les conséquences dramatiques de leurs idées. Enfin, cela implique de créer de nouvelles expériences de solidarité concrète, comme organiser des covoiturages bénévoles dans une région pour permettre à des patients.es de se rendre régulièrement à l'hôpital, une solution essentielle face au coût élevé de ces déplacements non remboursés (incarnation de la solidarité active et palpable).

On ne sera jamais autant légitime pour parler de solidarité avec une personne que quand celle-ci l'aura senti de la part

du mouvement qu'on représente. Pour le dire autrement, je parle ici de recréer un lien social et affectif avant toute tentative de mobilisation politique. Cette approche consiste aussi à gagner la légitimité nécessaire pour se débarrasser des pincettes du « parler juste et vrai » pour adopter une communication beaucoup plus libérée. Elle permet d'oser parler différemment dans le ton, les mots, les métaphores, la franchise, l'intensité mais aussi de dire quand on n'est pas d'accord, d'assumer un conflit avec les gens qu'on souhaite mobiliser. Le conflit, sans mépris, évite l'infantilisation. Et ce, autant dans les relations interpersonnelles sur le terrain que dans nos prises de paroles publiques qui visent à toucher les publics populaires. C'est ce que j'ai nommé le principe du « circuit court émotionnel ».

« Recréer un lien social et affectif avant toute tentative de mobilisation politique. »

Créer des expériences sur le terrain : oui mais comment ?

Les syndicats en Belgique sont théoriquement un des meilleurs exemples de ce que j'entends par « ancrage de terrain ». Ceci étant, les nouvelles formes de travail ont, dans un grand nombre de secteurs, isolé les travailleur-euses les un-es des autres sur les lieux de travail, renforcé la compétition entre elleux et avec les personnes en recherche d'emploi, rendant plus difficile l'organisation d'une prise de conscience collective et la mobilisation qui en découle. À cela s'ajoute le fait que certains narratifs syndicaux, gé-

nérés par le haut, se heurtent directement aux cadres moraux plus individualistes de la base sociale et peuvent aussi appa-

raître comme déconnectés auprès de celle-ci. C'est pourquoi il est essentiel de soutenir les syndicats dans leurs actions sur le terrain, tout en développant, en parallèle, des formes d'ancrage en dehors des sphères de travail.

L'éducation permanente belge francophone, riche en savoirs et en méthodes, constitue aussi une source d'inspiration précieuse. Cependant, une partie du secteur souffre d'une institutionnalisation forte⁵⁵. Certaines associations ont un rôle clé à jouer dans un redéploiement de terrain ambitieux. Mais pour être pleinement efficaces dans le nouveau contexte politique, certaines structures devraient retrouver plus de spontanéité et de souplesse.

⁵⁵ Plus tôt dans l'article, dans la partie II, sous le paragraphe « La création d'une élite culturelle de gauche désancrée », j'explique ce que j'entends par « institutionnalisation » de l'éducation permanente.

Par ailleurs, mon expérience dans le domaine de l'éducation permanente me rend très conscient de la complexité de créer de nouvelles expériences chaudes entre les gens. Les rapports sociaux ont changé notamment à cause de l'impact de la digitalisation du monde sur nos esprits. Les capacités sociales ont diminué. Les gens ont moins l'habitude de s'organiser collectivement, de faire des concessions, d'être patient-es, de sortir de chez soi après le travail, d'avoir des échanges spontanés avec des inconnu-es, de faire confiance, etc. C'est pourquoi, si les modèles d'organisation sociale ouvrière du 20^e siècle sont des sources d'inspiration, tous ne peuvent pas être reproduits tels quels aujourd'hui.

L'ancrage local de la gauche repose sur sa capacité à partir de points d'entrée variés. Les organisations peuvent réfléchir aux publics qu'elles souhaitent mobiliser, aux territoires marqués par des enjeux spécifiques, ou aux lieux de rencontre (digitaux ou non digitaux) où les gens se retrouvent déjà. Ces points de départ permettent d'identifier les besoins et aspirations des populations tout en intégrant les spécificités locales.

À mes yeux, il n'existe pas de méthode miracle, mais une palette d'actions possibles. La clé réside dans la décentralisation : multiplier les foyers de rencontres très diverses tout en maintenant une forte cohérence autour de valeurs partagées et des narratifs. Dans les paragraphes qui suivent, je vais tenter d'exemplifier ce que j'entends par « ancrage local ».

Mobilisations locales

En Belgique, le réseau *Occupons le terrain* soutient des luttes contre des projets nuisibles et inutiles (bétonisation, privatisation d'espaces verts, extension d'aéroports, industries

polluantes, rachat des terres agricoles par des industriels, etc.). Au Pays Basque, le collectif écologiste Bizi a créé Alda, mobilisant les quartiers populaires de Bayonne grâce au *community organizing* essentiellement sur les questions de logement. Solidaris envisage de réunir des affilié-es victimes d'injustices comme le statut de cohabitant, les sanctions envers les malades longue durée ou la pénurie de soignant-es, pour réfléchir à des actions collectives. Les maisons médicales sont aussi un excellent point d'entrée pour ce genre de démarche.

Ce type de mobilisation crée des espaces de rencontre, de confiance et de solidarité collective autour de problématiques partagées. Elles permettent de découvrir des personnalités ponts. Ces initiatives permettent également de lier émotion, dénonciation des adversaires et logiques structurelles qu'ils incarnent.

J'ai été moi-même profondément marqué par l'impact humain de la convergence entre certains collectifs de Gilets jaunes et des activistes pour le climat lors de différentes actions auxquelles j'ai participé. L'écologie sociale, incarnée dans le narratif accompagnant le blocage de la raffinerie Total, prenait une nouvelle dimension lorsque le porte-parole des Gilets jaunes, entouré par des activistes climatiques, décrivait ses conditions de vie précaires dues à la hausse des prix de l'énergie, tout en dénonçant les surprofits faramineux réalisés par Total.

Repenser les espaces de socialisation

L'ancrage local nécessite de recréer des lieux de rencontre là où ils ont disparu ou d'investir ceux qui existent encore : Tiers-lieux, maisons du peuple, bars associatifs ou foyers sociaux peuvent redonner vie aux territoires

désertés. Comme en Meuse, où un espace nommé *La Qu'on Vive*, renforcé par des Gilets jaunes en 2018, offre une cantine, une aide aux devoirs et des événements culturels, devenant un point de rencontre pour divers publics et surtout un bastion de lutte contre le RN, dans une région où le chômage et le sentiment d'abandon sont très élevés⁵⁶.

On peut aussi réinvestir des lieux existants : comités des fêtes, clubs de supporter-ices⁵⁷, épicerie locales ou équipes sportives sont autant de points d'ancrage possibles. Les fêtes populaires organisées historiquement par les syndicats socialistes en sont un exemple marquant.

À ce titre, le festival *Esperanzahl!* est un exemple parlant. L'équipe organisatrice impose un cadre de valeurs fort duquel découle une expérience chaleureuse, conviviale et joyeuse concrétisant émotionnellement des valeurs qui, en dehors de ce type de cadre, restent souvent plus théoriques. De la même manière, l'esprit collectif et solidaire cultivé tout au long de l'année auprès des bénévoles, dont la plupart ne sont pas initialement particulièrement engagé-es, marque profondément chaque participant-e et peut durablement transformer certaines perceptions et attitudes⁵⁸.

Sur le plateau du Limousin, le « Syndicat de la montagne Limousine »⁵⁹ agit contre la désertification, identifiée comme un moteur du RN, en favorisant l'installation de jeunes agriculteur-ices, tout en accueillant des personnes exilées et en organisant des réunions sur le racisme. En parallèle, le syndicat organise des fêtes avec des chants populaires réécrits pour contribuer à créer une culture commune. Ce qui est intéressant,

c'est que ces actions s'adressent à un public local parfois hostile à la question migratoire. En liant cette cause à d'autres initiatives concrètes, le collectif la rend moins antagoniste.

Le tout repose sur des cadres moraux partagés, créant une cohérence entre les différentes actions. De plus, les lieux de fêtes permettent la rencontre entre personnes exilées et habitant-es locaux-ales ce qui constitue le meilleur outil pour dépasser la xénophobie. À l'instar du réseau d'hébergeur-euses durant la crise de l'accueil en Belgique en 2017.

Mais les espaces de socialisation peuvent aussi offrir l'opportunité de recréer des imaginaires, basés sur des cadres moraux progressistes, pour renforcer les identités locales. Comme ce collectif d'un village près de Chateaubriand qui puise dans l'histoire locale de la Résistance durant la

« On peut aussi réinvestir des lieux existants : comités des fêtes, clubs de supporter-ices, épicerie locales ou équipes sportives sont autant de points d'ancrage possibles. »

⁵⁶ Dang, Léa. *Petit tour de France des résistances rurales contre l'extrême droite*. Socialter, 2025.

⁵⁷ Les Ultra du Standard, supporter-ices antifascistes, est un pilier Liégeois. À noter que certains groupes affinitaires des Gilets jaunes étaient aussi venus par le biais de clubs de supporter-ices du Royal Sporting Club de Charleroi.

⁵⁸ Pendant mes neuf années au festival *Esperanzahl!*, j'ai constaté que l'engagement bénévole ne repose pas initialement nécessairement sur le partage de valeurs : certain-es viennent pour acquérir une expérience en événementiel, s'impliquer localement, élargir leur réseau, financer une association, ou simplement parce qu'ils aiment la logistique. Mais c'est en étant

immergé-es dans un réseau social imprégné de valeurs fortes que beaucoup voient leurs propres convictions évoluer.

⁵⁹ Dang, Léa. *Petit tour de France des résistances rurales contre l'extrême droite*. Socialter, 2025.

Seconde Guerre mondiale pour faire le pont avec le présent.

Mathilde Hignet, députée Nouveau Front Populaire d'Ille et Vilaine, a expliqué que dans sa circonscription, les militant-es organisent des cafés débat sur l'évasion fiscale dans les bars PMU : « avec des gens qui jamais jamais seraient allés à un café débat sur le sujet. Mais comme ils étaient là à boire des coups, ils nous ont écoutés et ils étaient plutôt d'accord avec nous »⁶⁰.

Tous les endroits où on crée du lien, où on donne la parole, où on s'intéresse aux gens, où on casse l'isolement face aux messages du camp adverse reçus sur le portable, hors période électorale, est bon à prendre.

Être présent en période de crise

En Espagne, la PAH (Plataforma de Afectados por la Hipoteca) soutient des comités de quartier pour empêcher les expulsions, depuis la crise financière de 2008, tout en politisant évidemment la question du logement. Les militant-es du Réseau ADES, basé à Saint-Josse, la commune la plus pauvre de Belgique, ont gagné en légitimité dans leur quartier, pendant la crise du COVID en organisant, avec des voisin-es, la distribution de colis alimentaires.

Au-delà de la solidarité chaude, l'intérêt d'être présent en période de crise, c'est aussi de mettre en scène nos adversaires dans nos narratifs. Par exemple, sur les inondations

de la vallée de la Vesdre ou l'incendie de la tour Kennedy à Liège, on peut aider les habitant-es contre les abus des assurances privées. En Espagne, après les inondations à Valence, la présence sur le terrain légitimise de dénoncer l'inaction climatique ou les mesures d'austérité qu'ont subi les services publics de secours.

Innover dans la démocratie locale

Un de nos rôles sur le terrain, c'est de rassembler les gens, les faire parler de problématiques que chacun-e vit isolément et les écouter. Non seulement, ça nourrit nos narratifs, mais ça renvoie aussi de la dignité aux participant-es.

Aussi, rappelons-nous que le Parti Ouvrier Belge s'est structuré autour du suffrage universel : la question sociale est aussi une question de répartition de pouvoir. La seule revendication des Gilets jaunes qui est restée, après l'essoufflement du mouvement, c'est le Référendum d'Initiative Citoyenne. Les Gilets jaunes, c'est un cri d'alarme pour participer aux prises de décisions concernant la population⁶¹. Un des slogans des partisans du Brexit c'était « *Take back control* », suggérant que la perte de contrôle sur la vie était due aux institutions européennes.

C'est pourquoi, au-delà de continuer à se saisir des questions démocratiques globales, les mouvements progressistes doivent soutenir des initiatives locales pour débattre de sujets concrets. La Petite République de Saillans où les habitant-es ont autogéré la municipalité de 2014 à 2020 a freiné net la percée du RN. Pareil à La Crèche, dans les Deux-Sèvres, où la mairie pratique une gouvernance participative en impliquant habitant-es et agents municipaux dans la gestion des affaires locales.

⁶⁰ Hignet, Mathilde. Faire gagner la gauche - Fête de l'humanité Bretagne. Youtube, 2024.

⁶¹ Van Outryve, Sixtine. Des Gilets jaunes à l'Assemblée Citoyenne de Commercy (France) : les enjeux politiques et constitutionnels d'une expérience de démocratie directe communaliste. Participations. 2023.

Ce type d'ancrage doit aussi nous permettre de choisir nos campagnes, nos sujets à partir de ce qui se vit chez ces gens et non pas toujours à partir de ce que nous pensons être important pour elleux.

Former les bases sociales

Podemos est un exemple remarquable de parti ayant émergé grâce à une narration affective particulièrement efficace portée sur des problématiques vécues. Cependant, le parti a péché par trop peu de formations de ces militant-es⁶². Les bons narratifs sont nécessaires mais ne suffisent pas. Une fois la hype médiatique dissipée, l'absence d'enracinement et de formation des bases a laissé le parti sans défense face à la bataille de la communication. Rien n'est plus solide qu'un réseau de militant-es capables de penser par soi-même, ayant tissé des liens sociaux forts au sein d'une organisation et qui continue sans relâche le travail de terrain.

De nouveaux visages

L'ancrage local permet de se connecter à des « personnalités ponts », des individus capables de jouer un rôle clé dans la transmission, l'échange et la compréhension mutuelle, sur le terrain. Mais ces personnes peuvent aussi incarner de nouveaux leaderships locaux ou globaux (exemple : Féris Barkat pour Banlieue Climat). Par ailleurs, sur certaines thématiques spécifiques, lorsque les personnes directement concernées prennent la parole, le narratif devient souvent plus difficile à attaquer, voire plus rassembleur. Il est, par exemple, bien plus compliqué de qualifier la lutte contre la pollution de l'air comme une préoccupation de « bobos » si c'est une maman célibataire vivant dans un logement social au cœur de la ville qui s'exprime parce que son fils est atteint d'une maladie pulmonaire.

Décentralisation pour un mouvement massif

Je parle de tisser des toiles, étendues et solides qui tiennent dans le temps. Et pour ça, il faut penser en temps long. Ces initiatives locales doivent alimenter des narratifs et des plaidoyers qui remontent vers des structures régionales, nationales, voire européennes. Dans le même temps, elles doivent converger avec d'autres organisations, à la fois localement et globalement.

La mobilisation pour les grèves féministes du 8 mars en Espagne illustre parfaitement comment un ancrage local et des enjeux matériels concrets peuvent générer des mobilisations massives. En 2018, environ 5,3 millions de femmes ont participé à ces grèves, portées par une forte connexion entre les organisations féministes et des travailleuses syndiquées. En s'appuyant sur des narratifs ancrés dans le quotidien des travailleuses et en mobilisant directement depuis les entreprises, le mouvement a pris une ampleur nationale historique qui impacte les cadres moraux majoritaires.

La campagne électorale de 2016 de Bernie Sanders, marquée par un ancrage local particulièrement solide, est aussi une inspiration marquante. La mobilisation communautaire lui a permis d'axer ses discours sur la santé, l'emploi et l'éducation à partir des préoccupations locales⁶³.

⁶² Mariette, Maëlle. Podemos ou l'illusion du neuf. Monde diplomatique. Janvier 2022.

⁶³ Je vous conseille le manuel de campagne de Pairot, Clément, *Democraties : un Frenchie dans la campagne de Bernie Sanders*, Broché, 2019.

Certes, il n'a pas gagné la primaire démocrate. Mais lui seul est arrivé à capter un futur électorat trumpiste que ni Clinton, ni Biden n'ont réussi à retoucher⁶⁴.

L'un des facteurs de réussite de la campagne STOP TTIP en Wallonie⁶⁵, réside dans la diversité des acteurs mobilisés, des moyens d'action déployés et des échelles impliquées, du local au national, qui portaient un message cohérent et unifié.

De manière générale, les mutualités de gauche et les syndicats sont des organisations qui savent toucher énormément de personnes sur des territoires très étendus et qui sont au cœur des mécanismes de redistribution au niveau national. Elles ont, selon moi, la capacité d'être le centre névralgique de cette reconquête culturelle. La santé et l'emploi sont connectés à tellement d'enjeux que pratiquement tous les collectifs et organisations progressistes peuvent venir s'y greffer et converger à partir d'un territoire.



Pour une union des narratifs de gauche

Les conservateur-ices ont su homogénéiser leurs discours en trouvant une vision du monde commune malgré leurs divergences sur certains dossiers. Comme l'explique Lakoff, iels ont travaillé des éléments de langage et des métaphores fortes qui, martelés à l'unisson via différents canaux culturels, finissent par s'ancrer profondément dans les esprits. Aux États-Unis, des groupes de réflexion conservateurs ont été massivement financés pour travailler à cette convergence. L'extrême droite a également réussi ce travail de cohérence narrative.

Lakoff explique que les progressistes partagent un socle commun de valeurs, mais qu'ils ne les formulent pas de manière claire et consciente. Beaucoup restent enfermées dans leur propre domaine de lutte (économie, écologie, droits sociaux, libertés individuelles, etc.). Il y a aussi, à gauche, une culture du clivage politique, de la critique de son voisin, qui rend difficile, depuis l'extérieur, la compréhension d'une même vision du monde. Or, l'idée selon laquelle « *ensemble, on est plus fort-e* », est profondément

⁶⁴ En 2016, 12% des électeurs de Sanders ont finalement voté Trump contre Clinton. Source : Sides, John, [Did enough Bernie Sanders supporters vote for Trump to cost Clinton the election?](#) - The Washington Post, 2017. Je vous conseille aussi cet article du New York Times : Cain Miller, Claire, [How Some Voters Moved From Bernie Sanders to Donald Trump](#) - The New York Times, 2024.

⁶⁵ La campagne STOP TTIP a mené la Région Wallonne à bloquer, seule contre toute l'Union européenne, pour un temps, le CETA, traité de libre-échange avec le Canada.

de gauche. C'est pourquoi, quand les acteurs progressistes apparaissent divisés, nous rendons compte d'une incohérence profonde avec les valeurs que nous défendons. Notre dissonance n'est pas attirante. Le succès du Nouveau Front Populaire, en France, peut aussi être compris comme une réjouissance du fait que pour une fois un seul narratif était porté, par tous les acteurs progressistes, partout, en même temps, les coudes serrés.

En Belgique, à l'heure où les forces progressistes se mobilisent ensemble contre un adversaire commun, mon intuition est qu'il est aussi nécessaire de s'entendre sur une même vision du monde cohérente commune, sans pour autant lisser les particularités de chaque mouvement social. Surtout dans un contexte où la droite réussit le pari de faire taire ses différentes tendances.

Il ne s'agit pas de travailler à un programme unique ou à une énième plateforme d'acteurs. Il s'agirait tout d'abord de se mettre d'accord sur des cadres moraux partagés. Chaque mesure défendue, par chaque acteur de son côté, devrait réussir à s'intégrer dans une même vision morale du monde sur laquelle nous nous mettons d'accord. Ensuite, on identifie des croisements stratégiques entre les tendances progressistes sur lesquelles il faut qu'on sorte ensemble. On travaille à partir des plus petits dénominateurs communs. Puis, nous définissons des *frames* et des métaphores communes, qui peuvent résonner dans l'inconscient collectif. Au-delà de ces narratifs communs, chaque acteur continue à creuser la complexité de ses thématiques. C'est l'idée d'accorder le langage comme on accorde des instruments dans un orchestre : chaque lutte est un instrument, mais tous doivent jouer la même symphonie. Chaque instrument peut et doit jouer des partitions seules, mais avoir des moments de partitions

qui soient similaires aux autres instruments. Ainsi, les raisons pour lesquelles nous défendons l'indemnisation du chômage sont les mêmes que celles pour lesquelles nous défendons l'indexation des salaires, l'accueil digne des personnes exilées, la lutte contre le sexisme et les discriminations, ou encore les énergies renouvelables et le droit au logement. Il faut donc aussi nous accorder, parfois, en termes programmatiques et faire des choix narratifs stratégiques.

L'idée est donc de faire apparaître une histoire fil rouge, simple, en toile de fond de toutes les luttes de gauche. Ce n'est pas aussi évident que ça en a l'air, surtout avec des acteurs qui n'ont pas la culture du compromis.

Une même vision morale du monde

Je vais tenter ici d'écrire le clivage moral dans lequel pourrait s'inscrire notre travail de convergence narrative.

Les conservateur·ices structurent leur société sur la responsabilité individuelle : chacun·e fait des choix, travaille dur et réussit grâce à son propre effort. Si tout le monde maximise son intérêt individuel, la société sera prospère. Ce modèle implique une vision compétitive du monde, où il y a des gagnant·es et des perdant·es. Le monde est dangereux et les gens sont fainéants par essence, il faut donc les discipliner pour que règnent l'ordre et la sécurité. L'aide aux plus faibles est perçue comme une entrave au dépassement de soi qui rend les gens dépendants. À l'inverse, les gagnant·es méritent d'être récompensé·es.

Les progressistes défendent une organisation sociale basée sur la protection collective. Ils considèrent que l'individu ne peut s'épanouir que dans un cadre sécurisé où tous les individus sont égaux. En ce sens, le respect

de la dignité de chacun-e est une valeur centrale. Ce cadre sûr ne peut s'organiser que collectivement. Par extension, le soin à l'environnement est important puisqu'il est fonction de la prospérité et de la sécurité du collectif. Pour protéger et prospérer, il faut prévoir, planifier les besoins et bâtir des infrastructures publiques solides. L'organisation sociale est basée sur des outils communs auxquels chacun-e contribue, en fonction de ses moyens, et bénéficient en fonction de ses besoins. Bien sûr, les progressistes n'apprécient pas non plus que quelqu'un-e profite sans contribuer. C'est la contribution à l'effort collectif qui est valorisée.

Exemples de dénominateurs communs narratifs

Pour illustrer mon intuition, je vais exemplifier quelques chantiers où nous pourrions travailler à des croisements narratifs stratégiques. Je reprends volontairement des exemples liés à des embûches soulevées tout au long du texte.

Repenser la question sociale et la critique des puissants

La question socio-économique est entièrement dominée culturellement et politiquement par la droite aujourd'hui. La gauche discute et répond systématiquement

« Les actionnaires, assureurs, multinationales et industries prédatrices ne sont pas des entités abstraites, mais des individus, des visages et des groupes qui volent l'argent des travailleur-euses, exploitent, polluent et détruisent nos systèmes sociaux. »

à l'intérieur de leur cadre : austérité, chômeur-euses et malades profiteuseuses, « pression fiscale », endettement, croissance économique, État « obèse », etc. Nous avons plusieurs trains de retard. Et ce, alors que la question sociale et matérielle est le ciment narratif et politique historique entre les différents combats progressistes. C'est aussi la préoccupation principale des citoyen-ne-s. Il est donc temps de repenser nos *frames* et de reconstruire une histoire à raconter (problème, solution, quête, adversaires, etc.), ensemble et en chœur qui va lier l'ensemble des luttes progressistes⁶⁶.

Par ailleurs, les actionnaires, assureurs, multinationales et industries prédatrices doivent être incarnés dans le récit progressiste. Ce ne sont pas des entités abstraites, mais des individus, des visages et des groupes qui volent l'argent des travailleur-euses, exploitent, polluent et détruisent nos systèmes sociaux. Une même caste qu'il faut humaniser au maximum et détacher des travailleur-euses qui travaillent pour elleux. Parfois, on les appelle les ultra riches, les 1%, le capital, les vautours... Il faudrait qu'on s'harmonise sur les terminologies et sur leurs intentions. Par exemple, les narratifs qui parlent de stratégie de *diversion* des élites pour *diviser* et éviter qu'on s'attaque aux réels responsables de l'appauvrissement de la population me semblent souvent être efficaces, s'ils sont repris par tout le monde, des associations de soutien aux personnes exilées jusqu'aux syndicats.

⁶⁶ Sur la forme, il doit y avoir un débat sur les mots que nous gardons car ils permettent de structurer la pensée et ceux qu'on change car ils complexifient le travail de persuasion. Les concepts comme « exploitation », « lutte des classes » ou « aliénation » ont une force analytique indéniable. Cependant, dans le langage courant, ces termes sont souvent perçus comme abstraits, datés ou trop idéologiques. Il faut donc travailler, selon moi, sur d'autres terminologies plus contemporaines.

Liens entre luttes sociales, écologiques, féministes et antiracistes

L'idée ici est de dépasser la perception *restrictive sur les comportements* de l'écologie, du féminisme et de l'antiracisme.

En matière d'écologie, il me semble intéressant de relocaliser l'enjeu : air pur, eau potable, accès aux espaces verts, logements sains, prix de l'énergie accessibles. Cela veut dire aussi que nous devons travailler à des mesures qui sont accessibles à toutes et à tous⁶⁷. À l'inverse, nous devons condamner les mesures qui vont impacter injustement les gens (la taxe carbone, par exemple). Il faut cliver l'écologie : entre l'écologie injuste des élites économiques et l'écologie sociale qui vise le bonheur des gens. Nous devons aussi développer un récit positif de la transition pour les travailleur-euses du secteur fossile : valoriser la fierté et leur compétence tout en leur offrant une alternative crédible. En ce sens, syndicats et associations environnementales doivent absolument s'accorder.

Les inégalités économiques et les violences de genre, profondément ancrées dans des réalités sociales partagées, offrent une puissante porte d'entrée pour mobiliser et structurer des espaces de solidarité locaux auprès des femmes dans les milieux populaires.

Sur les enjeux de racisme, c'est la même chose : revenir de manière systématique aux enjeux matériels (logement, travail, santé, ressources économiques...) qui se cachent derrière certains débats sur le racisme pour nous éviter les faux débats suscités par nos adversaires⁶⁸, de même que faire intervenir de manière automatique les croisements entre antiracisme et anticapitalisme pour cibler des adversaires communs qui veulent diviser et exploiter, me semble intéressant.

Imposer une nouvelle définition de la sécurité

Je pense que nous devons récupérer le cadre de la sécurité collective. L'insécurité ne se limite pas à la criminalité : elle est sociale, écologique et économique. Les politiques de droite génèrent de l'insécurité en démantelant les protections collectives, en appauvrissant les travailleur-euses et en détruisant l'environnement. Leurs réponses répressives musclées à la criminalité créent toujours plus de criminalité. De même que le démantèlement de l'État social crée de la pauvreté, qui est un terreau fertile à la criminalité.

La question migratoire comme un enjeu central

Dans une bataille culturelle, c'est-à-dire une lutte pour imposer une vision morale du monde, les progressistes perdent s'ils se focalisent uniquement sur la question sociale en abandonnant la lutte contre le racisme et pour une politique

⁶⁷ Conscient qu'il y a des mesures pour lesquelles nous sommes en zones grises, je vous conseille l'article de Masset, Delphine. Prendre en compte les perceptions de la classe populaire pour changer le récit de l'écologie. Etopia, 2024.

⁶⁸ Par exemple, les débats autour du boycott d'une œuvre culturelle éclipsent souvent les raisons mêmes de ce boycott. On se retrouve enfermés dans une discussion sur la « cancel culture », la liberté d'expression ou comment ne pas froisser les susceptibilités. Il faut arriver à imposer plus directement l'enjeu principal qui pourrait être par exemple : le lien direct entre la représentation raciste de telle bande dessinée, le schéma mental qu'elle renforce, et les discriminations bien réelles qui empêchent des personnes racisées d'accéder à un logement ou à un emploi.

migratoire juste. À un niveau médiatique, il est crucial de parler de migration sans renforcer la domination narrative de la droite populiste. Il faut oublier les campagnes de déconstruction des préjugés. Il faut intervenir que lorsque le contexte nous permet d'imposer notre propre cadre⁶⁹. L'angle du travail et la contribution à l'effort collectif me semble être un angle transversal intéressant. Le gouvernement espagnol actuel, qui va régulariser 900 000 personnes sans-papiers, entonne le *frame* suivant: « Une société qui s'isole s'appauvrit, une société qui s'ouvre se renforce »⁷⁰ arguant que ce sont les travailleur-euses d'aujourd'hui qui financent la sécurité sociale de demain, et les nouveaux arrivants sont une chance pour l'avenir. Si nous reprenons ce *frame*, on peut essayer des discours comme ceci : *pendant que le gouvernement impose des sacrifices aux travailleur-euses, il refuse en même temps une solution évidente : permettre aux nouveaux arrivants de travailler et de renforcer notre sécurité sociale.* En ce sens, les actions de désobéissance civile sur la migration et les

mobilisations syndicales, lorsqu'elles parviennent à mettre en avant cette convergence d'enjeux, sont particulièrement puissantes.

La joie dans la forme

Certes, nous avons raison de dire que la droite et l'extrême droite, c'est l'effacement des espaces de vie : la disparition des lieux de socialisation, la solitude de personnes qui travaillent sous pression, la méfiance entre voisin-es, la peur de l'autre. Il faut continuer à faire passer l'idée que leur monde est un monde de tensions et de repli.

« Les récits progressistes doivent cesser de se focaliser uniquement sur la défense des acquis et la dénonciation des inégalités. Nous devons reconstruire un imaginaire de conquête. »

Mais trop souvent, la gauche s'arrête là et oublie de montrer l'alternative désirable qu'elle porte. Être de gauche, c'est défendre une société où l'on vit mieux : des voisin-es qui se retrouvent, des bars animés, des fêtes, des services publics

solides, des emplois stables et une économie maîtrisée collectivement. La gauche doit incarner la chaleur et le plaisir d'être ensemble. De nouveau, l'ancrage de terrain permet de faire la lumière sur ces moments de vie pour nourrir les imaginaires.

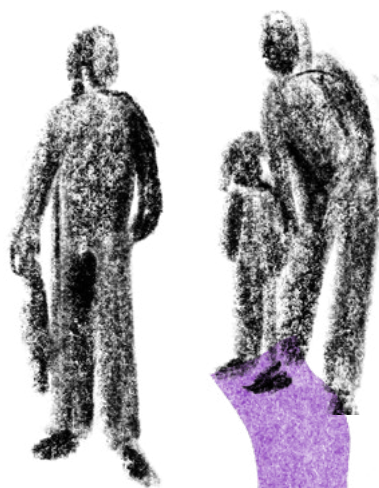
Conclusion : vers un projet politique subversif

Les récits progressistes doivent cesser de se focaliser uniquement sur la défense des acquis et la dénonciation des inégalités. Nous devons reconstruire un imaginaire de conquête. Il y a une opportunité aujourd'hui de sortir des murs de la social-démocratie pour proposer un projet radical et des mesures subversives, concrètes, applicables, sur lesquelles on force le débat public. Il faut

⁶⁹ Exemple : parler de l'Espagne qui régularise massivement des personnes sans-papier pour sauver son économie ; un hôpital sauvé par des personnes régularisées qui comble la pénurie de soignant-es ; les habitant-es autour d'un centre d'accueil pour migrant-es, jadis méfiant-es, qui ont changé leur regard sur les résident-es du centre ; la chaleur d'un petit village solidaire qui reprend vie avec l'accueil de personnes exilées ; la success story d'un ex-réfugié qui a ouvert plusieurs restaurants.

⁷⁰ Morel, Sandrine, En Espagne, la possibilité d'un discours de gauche sur l'immigration, Le Monde, octobre 2024.

s'interdire la récupération de mesures de droite pour espérer récupérer des publics plus centristes. Il faut rester cohérent moralement sur ses bases et attirer les gens vers nous. Aujourd'hui, face aux offensives réactionnaires, nous avons une opportunité historique de reconstruire un récit politique progressiste cohérent, qui ne se contente pas d'atténuer les inégalités, mais propose une société où elles peuvent disparaître. Certes, il faut bien bosser le programme politique avant la communication. Mais ce que je vois, c'est l'espace qui se crée du point de vue de l'offre politique dans le cadre de la bataille culturelle. Dans un contexte où les institutions classiques sont contestées et où il y a une crise de l'hégémonie, ce que les « décrochant-es » recherchent, c'est de la transgression vis-à-vis des modèles en place.



Le mot pour la fin

Nous sommes à une époque où le pouvoir est pris par les personnages les plus charismatiques d'un carnaval⁷¹. Un carnaval où le peuple, qui s'est senti méprisé, jubile devant le spectacle de l'humiliation et des grossièretés subies par toutes les institutions qui, jusqu'ici, devaient être respectées. Peut-être qu'il faut aussi faire preuve de créativité et inventer une nouvelle manière de faire de la politique : un mélange de terrain, d'événements immersifs et sensoriels, de narratifs chauds, de nouveaux visages, d'imaginaire puissant, enthousiasmant, de mesures fortes, d'humour, de joie, sans mépris et avec autodérision. Nous faisons partie du spectacle, qu'on le veuille ou non. Donc assumons.

Ce texte n'a pas pour but d'être un manuel pratique. Je veux surtout partager un état d'esprit pour inviter à questionner les pratiques. Mon organisation fait-elle vivre des expériences concrètes, des lieux de solidarité réelle, des pratiques collectives qui incarnent nos principes avant même de les verbaliser ? Sommes-nous ancrés dans le quotidien des classes populaires ? Partons-nous de leurs vécus, de leurs préoccupations, de leurs

mots ou imposons-nous un discours qui donne l'impression de donner des leçons ? Construisons-nous une narration commune qui relie les autres luttes progressistes sous un même cadre, avec des valeurs et des éléments de langage partagés ? Notre communication cherche-t-elle à convaincre uniquement par des faits et des arguments rationnels, ou délivre-t-elle un projet de société désirable, mobilisateur, qui parle aux affects et aux aspirations des gens ? Sommes-nous en train de défendre l'existant, ou de proposer un horizon qui donne envie de se battre pour lui ?

Beaucoup de collectifs et d'organisations devront probablement sortir de leur zone de confort : se déplacer géographiquement, parler une autre langue, se confronter à d'autres modes de vie. C'est inconfortable. Mais celles et ceux qui s'y aventurent doivent le faire avec humilité : assumer ce qu'on pense, rester cohérent-es, sans condescendance ni sentiment de supériorité morale, avoir des ratés et essayer autre chose. Recréer du lien avec celles et ceux qu'on ne connaît plus demande un véritable intérêt pour les gens et la capacité de se laisser toucher.

Solidairement,
Jérôme Van Ruychevelt Ebstein

⁷¹ Une métaphore sollicitée par : da Empoli, Giuliano. Les Ingénieurs du chaos. Folio, 2019.





Une seule tête ne suffit pas. Des remerciements tout particuliers sont adressés aux relecteurs et relectrices assidus sans qui il aurait été compliqué d'avancer plus loin dans l'écriture : Naïké Garny, Briec Wathelet, Edith Wustefeld, Johan Verhoeven, Nabil Sheikh Hassan, Hanne Flachet, Thomas Benoussaid, Mélissa Martin, David Mendez Yopez, Laura Van Binsbergen, Gérard Piroton, Baptiste Erkens, Sarah de Liamchine, Benjamin Peltier et Jean-Pascal Labille.

Pour suivre l'actualité de l'auteur :

   Jérôme Van Spring

Pour nous faire part de vos retours et suivre l'actualité de la Fondation :

 info@cecineestpasunecrise.org

  Ceci n'est pas une crise



Une publication de la Fondation
Ceci n'est pas une crise, 2025.
www.cecineestpasunecrise.org

Éditeur responsable : Jean-Pascal Labille.
Mise en page graphique : Switch asbl.
Illustration : Matilde Gony.